

# Kigali veut humilier Donald Trump?

Lire article page 15.

LE SOFT THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1651 | VENDREDI 12 DÉCEMBRE 2025 | 20 PAGES €7 \$8

# Ce discours fleuve

Des mots choisis si forts,  
jamais à ce jour prononcés



Le Président de la République lors de son discours à la Nation, lundi 8 décembre 2025, devant le Congrès (les deux Chambres réunies). DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

540632 096755

## annoncé en librairie dans le monde

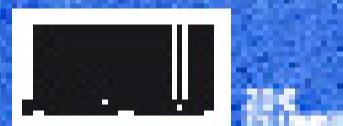
Qui est le Congo aujourd'hui, plus de soixante ans après son indépendance ?

Depuis les derniers jours du régime Mobutu jusqu'à l'ascension de Félix Tshisekedi, en passant par les deux guerres du Congo et les présidences de Laurent-Désiré Kabila et de Joseph Kabila, Tryphon Kin-kiey Mulumba a été un témoin privilégié et un acteur de premier plan de la vie politique de son pays. Il livre dans cet ouvrage le récit captivant des grands événements qui ont façonné l'histoire récente de la République démocratique du Congo, dévoile les coulisses du pouvoir et pose un regard lucide sur les défis qu'elle doit aujourd'hui affronter pour prendre la place qui lui revient sur la scène internationale.

Un témoignage essentiel pour comprendre les enjeux contemporains de l'ex-Zaïre et les perspectives d'avenir de ce géant au cœur de l'Afrique.



Docteur en sciences politiques de l'université de Paris 1, chercheur et homme politique, Tryphon Kin-kiey Mulumba a été député à de nombreuses reprises, ministre de l'Information et porte-parole du régime présentement de Mobutu. Il a été ministre ministre des Postes, des Télécommunications et des Nouvelles Technologies de l'information et de la Communication en 2012 puis ministre des Relations avec le Parlement en 2014, sous la présidence de Joseph Kabila. Aujourd'hui présentement vice-ministre-président du régime de Félix-Antoine Tshisekedi.



UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI

Tryphon Kin-kiey Mulumba

Tryphon  
Kin-kiey Mulumba

# UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI

Ce que je sais

## Réservez sans attendre votre exemplaire de ce grand ouvrage

Où est le Congo aujourd'hui, plus de soixante ans après son indépendance ?

Des derniers jours du régime Mobutu à l'ascension de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en passant par la guerre entre deux ex-amis, Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Zabanga et Étienne Tshisekedi wa Mulumba, les deux guerres du Congo et les présidences de Laurent-Désiré Kabila, de Joseph Kabila Kabange et aujourd'hui celle de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba a été un témoin privilégié et un acteur de premier plan de la vie politique de son pays.

Le seul à avoir réussi à Kinshasa au concours d'admission à la bourse française du CIEF, Docteur en Science politique de l'Université de Paris 1-Sorbonne, Tryphon Kin-kiey Mulumba livre dans cet ouvrage exceptionnel de 456 pages le récit captivant des grands événements

qui ont façonné l'histoire récente de la République Démocratique du Congo, dévoile les coulisses du pouvoir et pose un regard lucide sur les défis qu'elle doit aujourd'hui affronter pour prendre la place qui lui revient sur la scène internationale. Un témoignage essentiel pour qui veut comprendre les enjeux contemporains de l'ex-Zaïre et les perspectives d'avenir de ce géant au cœur de l'Afrique.

Homme politique, Tryphon Kin-kiey Mulumba a été élu député à de nombreuses reprises depuis l'organisation des premières élections ouvertes du pays. Ministre de l'Information et porte-parole du dernier Gouvernement de Mobutu, il fut nommé ministre des Postes, Télécommunications et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en 2012 puis ministre des Relations avec le Parlement en 2014 sous la présidence de Joseph Kabila Kabange. Il fut l'un des deux candidats Président de la République, avec Vital Kamerhe Lwa Kanyi-

ginyi Nkingi, qui s'étaient retirés de la campagne pour soutenir la candidature du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Prefacé par le Professeur ordinaire constitutionnaliste, Evariste Boshab Mabudj-ma-Bilenge, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien Vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur et de la Sécurité, ancien directeur de cabinet du président de la République, l'ouvrage paraît à Paris dans l'une des plus grandes maisons d'édition françaises connues dans le monde, le Cherche Midi, qui compte cinq éditeurs, Jean-Pierre Montal, Marie Misandeau, Arnaud Hofmarcher, Emmanuelle Delacomptée et Philippe Héraclès.

Un cocktail de lancement et de dédicace de l'ouvrage aura lieu à Paris avec vernissage à Kinshasa. Réservez sans tarder votre exemplaire de ce grand ouvrage entre autres via la FNAC (fnac.com).

# Ce que l'immense Évariste Boshab pense de cet ouvrage



**Evariste Boshab Mabudj-ma-Bilenge.**

**Préface.** Livrer une part secrète de sa vie, procéder à une introspection et remonter la source du temps ne semble pas un art facile, et ce pour deux raisons. Il y a d'abord l'autocensure, des détails que l'on doit emporter dans sa tombe, qui ne doivent en aucun cas être dévoilés ni révélés. Quels sont ces détails ? On les devine, non pas aux traces d'inachevé laissées dans son sillage comme autant de preuves, mais grâce au pressentiment suivant lequel, dans tout récit lors de sa relecture, demeure une certaine part de mystère. Il y a ensuite le risque de l'histoire immédiate. La plupart des acteurs étant vivants, pour ne pas les vexer, puisque toute vérité n'est pas bonne à dire, nous sommes parfois forcés de poser des lucarnes là où de larges fenêtres apporteraient davantage à la beauté de l'édifice. Faut-il pour autant craindre des réactions en cascade et se contenter du silence ? Écrire est un acte de responsabilité qui peut provoquer des tornades, des évanouissements, des rancœurs, ou soulever des montagnes. Est-ce une raison suffisante pour se murer dans le silence ? Se retrancher dans le confort douillet, derrière des murailles « protectrices » tel un spectateur est une posture coupable, d'immobilisme et d'inaction. Au contraire, artisans et artistes créent et recréent pour apaiser les passions humaines, trouvent des solutions, remplissent les fontaines d'eau douce afin que les générations futures reprennent leur destinée en main, ou la lutte puisqu'on leur laisse de quoi faire... Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi est-il un livre de science politique, de sociologie, d'histoire, une autobiographie, des mémoires, une page brillante de la géopolitique du Congo ou simplement le témoignage d'un homme, d'un intellectuel épri de paix, fatigué de la marche à reculons, chaotique, de son pays ? Cloisonner peut parfois être éclairant pour les progrès de la science, mais comporte par moments un désavantage certain : cela nous fait appréhender le monde comme si tout était figé, alors que la loi du changement – prônant que tout est mouvement – paraît être la seule qui ne change pas. C'est le piège de l'intellectualisme dans lequel le Pr Tryphon Kin-kiey Mulumba refuse d'être entraîné. Par son parler vrai, il évite les frontières artificielles et nous plonge dans un monde presque féerique où les images, les gestes, les voix, les échos, les ombres, les noms interpellent plus que les paroles.

Tout commence à Kindambi, secteur de Kitoy, territoire de Masimanimba, dans le foyer de Joseph Kin-kiey « Ngundu Koyi »/« Ngundu Sala Koyi » et de maman, Marie-Louise Ngamaboko. Après une interminable conciliation des dieux, un certain 4 septembre, Vénus tranche : c'est un garçon ! Cet enfant prodige va non seulement grandir sous la protection des étoiles, mais il sera lui-même une étoile qui éclaire tout sur son passage. Et il en a fait un long chemin, de l'institut Sainte-Marie de Yasa, une école des frères jésuites dans le territoire de Masimanimba, au collège jésuite Albert-1er de Léopoldville, de pupille à l'école de Raphaël Mpanu Mpanu à représentant de l'agence mondiale Reuters basée à Londres en passant par Sciences Po et l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, sans oublier l'odeur fétide des cachots du maréchal Mobutu... Ce parcours, quelque peu atypique, a façonné cet homme au caractère bien trempé, altruiste, professeur des universités, doté d'une solide culture, d'une belle écriture tantôt poétique, tantôt dramatique, suivant les circonstances puriste, épigone de Maurice

Grevisse. C'est avec un langage châtié qu'il décrit les sons, dépeint les songes pour détruire le mensonge, dénonce. Dans cet hymne de paix et d'amour, il promeut au fil des pages le travail assidu et l'indispensable liberté pour bâtir un Congo laissé en jachère, en raison d'interminables querelles intestines se réclamant toutes du peuple, sans jamais défendre la cause du peuple. Et pourtant, la solidarité et la fraternité ne sont pas de vains mots pour quiconque a passé son enfance dans les forêts, savanes ou cités africaines, mais plutôt des réalités sans lesquelles beaucoup de jeunes, décidés à poursuivre leurs études, n'auraient jamais atteint leur objectif. Tryphon Kin-kiey Mulumba exprime cette vérité avec une intensité à faire couler des larmes : « Au fond, je dois aussi ma réussite à cette fraternité. A tour de rôle, chacun m'a accueilli chez lui et s'est assuré que rien ne me manquait. J'ai été reçu dans chacune de ces familles comme un membre à part entière. Je leur dois vraiment toute ma reconnaissance. »

La décolonisation, avec ses vérités relatives et ses mensonges abjects, marque non seulement l'histoire du fils de Masimanimba, mais aussi et surtout celle de son pays. Tout d'abord, le mensonge et la calomnie blessent profondément son innocence presque enfantine. Il se souvient, d'une prière du soir qu'ils avaient faite à l'école catholique de Yasa et qui le marqua à vie : « Implorons le Seigneur Dieu de donner la mort au premier ministre du pays Patrice Émery Lumumba ! » Présenté comme un parfait communiste, celui qui deviendra un héros national auprès des jeunes catholiques passait pour le diable en personne.

Plus tard, lorsqu'il put se faire une idée plus exacte de la personne de Lumumba, sa foi en Dieu n'en fut pas ébranlée. Cependant, cet incident aiguise son esprit afin de distinguer la part du mensonge dans ce que disent les humains.

L'assassinat de Pierre Mulele, les purges régulières au sein des forces armées zairoises sous prétexte de coups d'État imaginaires, les élections législatives par acclamation quand le Mouvement populaire de la révolution (MPR) de Mobutu était aux commandes, les machines à voter à Kadima, tous ces événements ont un point commun, une même source : le mensonge. Comment ne pas considérer qu'il s'agit là d'un facteur de blocage du développement ?

Isidore Ndaywel è Nziem enseigne que « par méconnaissance de notre histoire, la Deuxième République a véhiculé des contre-vérités que le peuple a consommées, victime d'une mystification qui a endormi sa vigilance critique. Ainsi, par nécessité d'échafauder des fondements au culte de personnalité, on a prétendu que le chef traditionnel était par définition dictateur car on ne pouvait s'asseoir à deux sur une même peau de léopard. »

Par chance, aucun mensonge n'est éternel. La réalité, comme la lumière qui éclaire le jour, finit toujours par triompher. Comment peut-on expliquer que le mensonge, telle une sangsue, colle à notre histoire, anéantissoit ou aspire encore et systématiquement les forces vives de RDC ? Sommes-nous sortis de l'auberge ? En tout cas, c'est ce que l'on ressent avec bonheur dans ce merveilleux ouvrage que Tryphon Kin-kiey Mulumba nous offre à lire.

Hannah Arendt a écrit : « En temps normal, la réalité, qui n'a pas d'équivalent, vient confondre le menteur. Quelle que soit l'ampleur de la trame mensongère que peut présenter le menteur expérimenté, elle ne parviendra jamais, même avec le concours des ordinateurs, à recouvrir la texture entière du réel. »

Depuis l'indépendance, on ne compte plus les missions de paix des Nations unies, qui se succèdent dans le pays, sans parvenir à rétablir la paix, ne pouvant faire autre chose que répondre aux urgences. Comment les Congolais peuvent-ils ne pas se mettre d'accord pour que cesse l'anormalité ? L'anormalité favorise la désunion et attise les passions mauvaises ; elle modèle malheureusement le pays.

Les « villages Potemkine » sont légion en RDC ! Souvenons-nous du prince Grigori Aleksandrovich Potemkine, ministre russe de l'impératrice Catherine II, qui, pour cacher à cette dernière la misère des villages de Crimée avait fait bâtir de faux villages avec des façades en carton-pâte. De même, chez nous, les maigres infrastructures publiques sont des infrastructures de parade !

On s'abrite derrière une rhétorique ombrageuse, une sorte d'évitement, pour ne pas aborder les questions essentielles. On excelle dans ce que Clément Viktorovitch décrit : « Égarer ses interlocuteurs, duper ses auditeurs, utiliser le langage pour tromper et enjôler,

ce sont bien là des fourberies... nous entrons dans le domaine des raisonnements manipulatoires et des arguments erronés. L'art trouble de la déloyauté. » Où est la justice qui élève une nation ? Celle de RDC s'attache à ne pas décider, demeure servile, prévaricatrice... Du maréchal Mobutu à Joseph Kabila, la justice est restée la même, elle ne change pas, survit avec ses travers.

La situation arrange les décideurs qui la tiennent en laisse, jusqu'à ce jour. Comment ne pas être du même avis que le philosophe Elungu Pene Elungu : « Une société unanime, consensuelle, mais sans loi, est une société qui se meut, évolue dans l'émotion et le sentiment, et qui court ainsi, loin du rationnel, le risque d'être mensongère, inopérante et dangereusement romantique. La loi est l'œuvre de la raison en nous, de la raison en la société : elle naît ou doit naître du creuset de la discussion entre les membres de cette société. »

Du procès des conjurés de la Pentecôte aux conspirateurs de 1975 et de 1978, de celui des assassins de Laurent-Désiré Kabila à la tentative de putsch de Christian Malanga, du procès Augustin Matata Ponyo à celui de Joseph Kabila, la liste est longue et le terme non atteint, hélas, comme nous le prouve l'affaire de la démission et de la condamnation de Constant Mutamba, qui continue d'affirmer qu'il n'a pas détourné un sou. Mais le mensonge n'est pas le seul coupable. Le populisme et le paupérisme étranglent la République alors qu'elle doit convaincre les citoyens de se débarrasser des artifices du néocolonialisme et s'inscrire dans la voie du travail qui libère un peuple et réhabilite l'être humain dans sa dignité.

Construire cette immense république nécessite de mettre en place des politiques publiques efficaces, de prévoir de grands travaux afin de bâtir de nouvelles villes, de jeter des ponts, de développer des routes et voies ferrées, le transport aérien, lacustre et fluvial, mais surtout de ne jamais perdre de vue la volonté de bien vivre ensemble.

Les programmes mis en place (« Retroussons les manches », « Objectif 80 », « Plan Mobutu », « Cinq chantiers », « Programme de cent jours du président de la République ») ne sont que des écrans de fumée et ne peuvent qu'inspirer la révolte. On doit responsabiliser les gouvernants ! Ils marginalisent le devoir de « redéveloppement », ciment indispensable d'un État multiculturel qui se cherche vainement et titube depuis le 30 juin 1960.

Virtuose de la parole, rompant ainsi avec l'époustouflante oralité qui caractérise les élites congolaises, Tryphon Kin-kiey Mulumba fait une entrée remarquable au jardin des immortels. Espérons que ce brillant essai mettra tout le monde d'accord sur l'indigence de la pensée face aux urgences, qui condamnent la RDC, à la longue, à devenir un État failli. Au cours de ses pérégrinations de journaliste, d'universitaire, de parlementaire et de ministre, Tryphon Kin-kiey Mulumba a appris et acquis la même certitude que Patrice-Émery Lumumba : l'histoire du Congo ne s'écrira plus à Bruxelles ni à Paris, encore moins à Washington, mais plutôt au Congo et par les Congolais. Il livre ainsi à ses contemporains et aux générations futures un document de première main servant de témoignage aujourd'hui et de boussole demain.

L'antagonisme entre Chinois et Américains sur les matières premières non transformées de la RDC, on peut s'en douter, traduit le statut de colonie internationale assigné au pays depuis l'État indépendant léopoldien jusqu'à ce jour. Il appartient aux Congolais, au lieu de rester muets, d'exprimer leurs souhaits, d'affirmer leur indépendance, non par des cris et des danses, mais par leur génie créateur afin d'inspirer confiance et respect.

Ce livre nous donne de précieuses clés de compréhension pour saisir justement ce qui rend la République cachectique et son peuple indolent. La RDC aujourd'hui est comme un port où aucun navire n'apparaît plus à l'horizon. Rendons hommage à l'auteur pour son initiative et souhaitons une longue vie à cet ouvrage, qui redonne espoir en la possibilité de retrouver un Congo, et un Congo plus beau encore qu'il ne l'était avant.

**Évariste Boshab,**  
Professeur ordinaire constitutionnaliste,  
Ancien président de l'Assemblée nationale  
ancien Vice-premier ministre  
chargé de l'Intérieur et de la Sécurité,  
ancien Directeur de cabinet  
du Président de la République.

# Ce discours fétive de mobilisation

**D**iscours fleuve. Deux heures et demie ! Jamais ces dernières années on avait vu ça ! On aurait pu craindre n'importe quoi. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo s'y est donné avec succès. Avec grand succès.

Le discours sur l'état de la Nation prononcé lundi 8 décembre 2025 devant les deux chambres parlementaires réunies en congrès au Palais du Peuple à Kinshasa, restera dans l'histoire comme l'un des plus grands (déjà en termes d'espace temps, deux heures et demie), comme l'un des plus brillants (même timbre de voix du début à la fin) - à ce jour, certainement le plus brillant, l'un des plus structurés - nul doute, certainement le mieux conçu, le mieux pensé, le plus émouvant.

Les mots étaient si forts, si bien choisis. Il s'est agi de « dresser le bilan de l'année 2025 », a déclaré le président de la République d'entrée de jeu. Des questions de sécurité au sport en passant par l'art, la musique, la politique et l'économie, tout y a été. Un discours des plus émouvants suivi dans la salle, ovationné.

À chaque chapitre, à chaque tournure, la même permanence. En dépit des défis, le Congo est debout.

« Malgré notre bonne foi... ». Certes, « les défis sont immenses, les retards réels, les contraintes nombreuses. Mais l'essentiel est là ».

« Malgré les blessures infligées par la guerre et les convoitises sur nos ressources, notre pays continue d'assumer une responsabilité disproportionnée (...). Nous sommes un pays-solution » et c'est loin d'être un simple slogan : « dans un contexte de guerre d'agression, de chocs externes et de tensions géopolitiques mondiales, notre économie n'a pas cédé ». Le Congo « s'affirme désormais



Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lors du discours sur l'état de la Nation lundi 8 décembre 2025 au Palais du Peuple. DR.

comme une puissance d'influence et de proposition appelée à peser sur les décisions majeures qui façonnent la paix, la sécurité, les droits humains et le développement, en Afrique comme à l'échelle mondiale». «Éprouvée, notre économie a tenu. L'inflation, qui était de 11,7% à fin 2024, a été ramenée à 2,5% en rythme annuel fin octobre 2025, nettement en dessous de l'objectif de 7% fixé par la Banque Centrale du Congo.

Le CDF s'est apprécié d'environ 29% par rapport au dollar ; nos réserves de change s'établissent à près de 7,4 milliards de \$US - soit l'équivalent d'environ 3 mois d'importations, conforme aux standards de viabilité du Fonds monétaire international - et, dans le même temps, la balance des biens demeure excédentaire, avec un surplus provisoire estimé 9,9 milliards de \$US à fin août 2025. La croissance est estimée à 5,6% en 2025, au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaha-

rienne projetée entre 3,8% et 4,1%. Le projet de budget 2026 se caractérise par son ambition et son équilibre, avec un niveau de recettes et de dépenses estimé à 20,3 milliards de \$US. Il marque une progression significative de 16,4% par rapport au rectificatif 2025, arrêté à 17,7 milliards de \$US ».

**«GUERRE PAR PROCURATION».** Un discours présenté par le président de la République lui-même comme «un rendez-vous de vérité, de redéabilité et d'espérance. Vérité sur ce que nous avons traversé, vérité sur ce que nous avons accompli, vérité sur ce qui reste à accomplir. Redéabilité envers notre peuple, qui a le droit de savoir dans quelle direction va la République. Espérance enfin, parce que malgré les épreuves, nous demeurons debout, résolument tournés vers l'avenir». Quant à la guerre menée par l'armée rwandaise, RDF et ses alliés M23 et AFC, il l'a dit (redit) haut et fort. «Il s'agit

d'une guerre d'agression par procuration visant à contester notre souveraineté sur un espace hautement stratégique, riche en minéraux critiques et en potentialités économiques déterminantes pour l'avenir de notre Nation». Une guerre qui est loin d'avoir mis les Congolais par terre. «Une Nation ne tient debout que si ses institutions sont solides, si son économie se transforme et - peut-être surtout - si son âme demeure vivante (...). À chaque Congolaise et à chaque Congolais, de nos villages les plus reculés aux quartiers les plus densément peuplés de nos villes, je veux redire ma foi profonde en notre pays. Nous ne sommes pas condamnés à la fatalité de la guerre. Nous sommes capables de faire triompher la paix, de consolider la cohésion nationale et d'enraciner durablement l'État de droit. Je ne vous promets ni l'aisance sans effort, ni la réussite sans persévérance. Je vous promets un État qui protège, qui

arbitre avec justice, qui paie ce qu'il doit et exige ce qu'il faut. Ensemble, faisons en sorte que nos engagements ne soient plus des annonces, mais des résultats mesurables. Notre histoire nous a appris deux choses simples : nous ne sommes jamais condamnés et nous ne sommes grands que rassemblés. Alors choisissons, résolument, la vie, la dignité, le travail bien fait. Choisissons un Congo qui n'attend plus, mais qui avance - en paix, en justice et en solidarité».

Les accords de paix de Doha (avec le M23/AFC) et de Washington (avec Le Rwanda) ? Aux malins qui l'accusent d'avoir bradé le Congo, d'avoir vendu la République, d'avoir cédé les terres rares ou un territoire du pays, sans cite un seul, il répond en grand : « Permettez-moi d'être parfaitement clair : ces accords ne consacrent aucune forme de partage de notre souveraineté. Ils ne valident ni les prétentions territoriales de qui ce soit, ni

la mise sous tutelle de nos ressources. Ils ne sauraient non plus être interprétés comme une amnistie déguisée des crimes perpétrés contre notre peuple. La justice suivra son cours, avec rigueur, jusqu'au bout, et sans complaisance afin d'honorer la mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de cette agression. Nous les assumons comme des leviers stratégiques au service d'une paix juste et vérifiables : non comme une concession, mais comme l'expression d'une volonté ferme de conjuguer l'efficacité de notre défense à la puissance de notre action diplomatique».

La paix ? Celle «véritable ne viendra ni du seul rapport de force militaire, ni des seules signatures diplomatiques. Elle prendra corps dans le quotidien retrouvé : l'État qui revient avec l'école et le centre de santé, les routes qui s'ouvrent à nouveau, les marchés qui reprennent vie, les entreprises locales qui redémarrent, et

une jeunesse à qui l'on offre des perspectives d'emploi et d'avenir. La paix ne se défend pas seulement sur nos collines et nos frontières ; elle se défend aussi dans les salles de négociation, dans les organisations internationales et au cœur des grandes décisions qui structurent le monde. La voix du Congo compte à nouveau dans le concert des nations. Le Congo s'affirme désormais comme une puissance d'influence et de proposition appelée à peser sur les décisions majeures qui façonnent la paix, la sécurité, les droits humains et le développement, en Afrique comme à l'échelle mondiale». Un discours nul doute d'éveil de conscience, un discours de mobilisation. La fin en dit tout. «Je voudrais, pour finir, adresser cette prière à l'ensemble de la Nation congolaise : «Les ténèbres ne règneront pas toujours. République Démocratique du Congo lève-toi et sois éclairée, car ta lumière arrive !»

D. DADEI

# Le discours sur l'état de la Nation

**C**i-après en intégralité le discours sur l'état de la Nation prononcé le lundi 8 décembre 2025 par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devant les deux chambres parlementaires réunies en congrès au Palais du Peuple à Kinshasa au cours duquel il a présenté et vanté sa gouvernance tout en reconnaissant qu'il reste encore des défis à relever. « Notre trajectoire de transformation n'a pas encore atteint son rythme de croisière. Elle comporte encore des lenteurs, des insuffisances, des retards et des erreurs que nous avons le devoir de corriger. Mais elle est guidée par une ambition stable et intangible : bâtir une République plus stable, plus moderne et plus prospère ; une République où la croissance se traduit en mieux-être réel pour chaque famille ; une République où nos ressources naturelles cessent d'être un objet de convoitise ou de conflit pour devenir un levier d'industrialisation, d'emplois et de justice sociale ; une République où la jeunesse trouve des opportunités à la mesure de son talent, de son audace et de ses rêves ». Du coup, « malgré les vents contraires, la République Démocratique du Congo n'a pas cédé. Elle ne s'est pas résignée. Elle n'a pas renoncé à elle-même. Elle a résisté, elle a avancé, et elle a prouvé, une fois encore, que la force d'une Nation ne se mesure pas à l'absence d'épreuves, mais à la capacité de les surmonter sans perdre son âme ».

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable Président du Sénat ; Honorable Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ; Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes, Conformément à l'article 77 de notre Constitution, j'ai l'honneur et le devoir de me présenter devant vous, représentants du peuple souverain, pour adresser à la Nation ce message annuel sur l'état de notre pays. Le 20 janvier 2024, au moment où je renouvelais, devant la Nation, le serment de servir la République Démocratique



La plénière du Congrès (les deux chambres réunies) le 8 décembre 2025. DR.

du Congo pour un second mandat, j'ai soumis mon quinquennat au respect de six engagements fondamentaux devant notre Peuple. Depuis, c'est à la lumière desdits engagements que se conçoivent, jour après jour, les orientations majeures de l'action de l'État. C'est donc en toute solennité et pleinement conscient de cette continuité que je m'adresse à vous aujourd'hui, pour dresser le bilan de l'année 2025. Cet exercice n'est pas une simple formalité institutionnelle pour moi. C'est un rendez-vous de vérité, de redevabilité et d'espérance. Vérité sur ce que nous avons traversé, vérité sur ce que nous avons accompli, vérité sur ce qui reste à accomplir. Redevabilité envers notre peuple, qui a le droit de savoir dans quelle direction va la République. Espérance enfin, parce que malgré les épreuves, nous demeurons debout, résolument tournés vers l'avenir.

Mes très chers compatriotes, Loin d'être une parenthèse dans notre histoire récente, l'année 2025 aura vu l'Est de notre pays plongé dans l'une des périodes les plus sombres de ces dernières décennies. Dès les premiers mois, la coalition AFC/M23, bénéficiant du soutien direct de l'armée rwandaise, a déclenché une nouvelle offensive d'envergure, s'emparant notamment de Goma et de Bukavu, et étendant son emprise de terreur sur de vastes portions des provinces du Nord et du Sud-Kivu. Cette surenchère militaire s'inscrivait dans une logique bien connue : une entreprise organisée de prédatation de nos ressources naturelles et de déstabilisation de nos institutions,

qui s'est accompagnée de violations graves et systématiques des droits humains : exécutions sommaires des civils innocents, violences sexuelles érigées en méthode de combat et déplacements forcés de communautés entières arrachées à leurs terres. Dans le même temps, d'autres groupes armés ont continué de répandre la mort et la désolation, en particulier en Ituri, où nos compatriotes demeurent prisonniers d'un cycle de violences attisés par des milices locales et étrangères. Qu'on ne s'y trompe pas : nous ne sommes ni face à un simple conflit communautaire, ni devant une rébellion interne de plus. Il s'agit d'une guerre d'agression par procuration visant à contester notre souveraineté sur un espace hautement stratégique, riche en minerais critiques et en potentialités économiques déterminantes pour l'avenir de notre Nation. Face à cette agression, notre légitime riposte a été à la fois militaire, institutionnelle et diplomatique. Sur le terrain, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo, appuyées par la Police nationale, les services de sécurité ainsi que les patriotes Wazalendo, ont opposé une résistance farouche à l'agresseur ainsi qu'à ses supplétifs. Elles ont contenu plusieurs offensives majeures de l'ennemi, stabilisé des axes vitaux, sécurisé des agglomérations stratégiques et protégé des corridors humanitaires. Dans des conditions logistiques, opérationnelles et humaines, nos forces ont démontré un courage et un patriotisme qui forcent le respect et l'admiration. Permettez-moi, avant de pour-

l'armée, améliorer la condition du soldat, renforcer la discipline et prévenir toute forme d'abus contre les civils. De même que nous ne tolérons pas les crimes commis par les groupes armés, de même nous ne tolérerons aucune dérive de ceux qui portent l'uniforme de la République.

Sur le plan du partenariat international, l'année écoulée a marqué une transition majeure. Conformément à la demande que nous avions formulée et au plan de désengagement adopté par le Conseil de sécurité des Nations Unies, la MONUSCO a mis fin à ses opérations au Sud-Kivu en 2024, recentrant progressivement son mandat sur le Nord-Kivu et l'Ituri, avant de marquer une pause dans le retrait pour permettre une réévaluation de la situation sur le terrain.

Parallèlement, la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en République Démocratique du Congo (SAMIDRC en sigle), déployée à la fin de l'année 2023 pour appuyer la stabilisation de l'Est, a achevé son mandat en mars 2025, confirmant, s'il en était besoin, que nul dispositif externe ne peut se substituer durablement à la responsabilité première de l'État congolais dans la protection de son territoire et de sa population. Ces évolutions ne traduisent aucun repli sur soi. Elles marquent plutôt un choix assumé : celui de passer d'une logique d'assistance sans horizon à une souveraineté renforcée, en consolidant nos capacités nationales et en coopérant avec nos partenaires dans le plein respect de notre Constitution et de nos lois.

Sur le front diplomatique, la République Démocratique du Congo n'a cessé de porter, avec constance, la vérité de ce qui se passe à l'Est de notre pays. Cette démarche a trouvé un écho favorable au sein de l'Union africaine. Par la voix de son Conseil de paix et de sécurité, l'organisation continentale a dénoncé sans équivoque les exactions de l'AFC/M23, des ADF, des FDLR et d'autres groupes armés, et a réaffirmé l'exigence du retrait immédiat de toutes les forces étrangères présentes sur notre territoire sans l'accord des autorités légitimes de la République.

Au même moment, et pour la première fois depuis le début des agressions répétées contre notre pays, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la résolution 2773, condamnant explicitement l'agression du Rwanda contre la République Démocratique du Congo et exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de ses forces de notre territoire.

C'est dans ce contexte, et avec

(Suite en page 6).

# En dépit de la guerre à l'Est, l'économie du pays n'a pas cédé

(Suite de la page 5).

le sens des responsabilités que commande l'intérêt supérieur de la Nation, que nous avons engagé deux séquences diplomatiques exigeantes. D'une part, après une Déclaration de principes signée en avril 2025, les négociations conduites avec l'appui des États-Unis d'Amérique, du Qatar, de l'Union africaine et d'autres partenaires ont abouti, le 27 juin 2025, à la signature à Washington d'un Accord de paix entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, entré en vigueur à cette date et solennellement entériné au niveau des Chefs d'État ce 4 décembre 2025. Adossé à la résolution 2773, cet accord entérine le retrait des troupes rwandaises de notre territoire, le démantèlement des groupes armés étrangers - y compris les FDLR -, la mise en place d'un mécanisme conjoint de sécurité chargé d'en superviser l'exécution, ainsi qu'un Cadre d'intégration économique régionale qui ne saurait être mise en application qu'à la condition sine qua non que la sécurité et la souveraineté de la République Démocratique du Congo soient pleinement garanties.

D'autre part, sous la médiation du Qatar et avec l'appui de l'Union africaine, nous avons conclu à Doha, le 15 novembre 2025, un Accord-cadre entre le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et l'AFC/M23, qui fixe les piliers d'un futur accord de paix globale et définitif fondé sur le désengagement, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, ainsi que sur le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble des zones occupées.

Permettez-moi d'être parfaitement clair : ces accords ne consacrent aucune forme de partage de notre souveraineté. Ils ne valident ni les préten- tions territoriales de qui que ce soit, ni la mise sous tutelle de nos ressources.

Ils ne sauraient non plus être interprétés comme une amnistie déguisée des crimes perpétrés contre notre peuple. La justice suivra son cours, avec rigueur, jusqu'au bout, et sans complaisance afin d'honorer la mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de cette agression. Nous les assurons comme des leviers stratégiques au service d'une paix juste et vérifiables: non comme une concession, mais comme l'expression d'une volonté ferme de conjurer l'efficacité de notre défense à la puissance de notre action diplomatique. Quatre priorités s'imposent désormais à notre action :

► 1. Obtenir le retrait total et vérifiable de toute force armée étrangère opérant sur notre territoire, qu'elle soit officielle ou dissimulée derrière des groupes relais ;

► 2. Couper les circuits financiers et logistiques de la violence en éradiquant l'ex-

ploitation illicite de l'or, du coltan, du cobalt et d'autres ressources, ainsi que la contrebande qui alimente ces réseaux ;

► 3. Assurer la protection effective des civils, en particulier des femmes et des enfants, et garantir l'accès humanitaire aux zones affectées ;

► 4. Ancrer la paix dans la durée, en combinant fermeté sécuritaire, relance du développement local et démarches de réconciliation au plus près des réalités de chaque communauté.

Malgré notre bonne foi et l'accord récemment entériné, force est de constater que le Rwanda ne respecte pas ses engagements : ses supplétifs de l'AFC/M23 ont, ces derniers jours, multiplié les attaques - notamment à Kaziba, Kogota et Lubarika au Sud-Kivu - brisant le cessez-le-feu et ravivant la détresse des civils. Les faits s'inscrivent dans une réalité documentée : le Groupe d'experts de l'ONU a établi cet été que le Rwanda exerce un commandement et un contrôle effectifs sur le M23, tandis que des massacres d'ampleur ont été rapportés au Nord-Kivu, en dépit des cessez-le-feu annoncés. Fidèle à la parole donnée et aux mécanismes de vérification convenus avec nos partenaires, la République Démocratique du Congo n'esquivera jamais sa responsabilité de protéger ses populations partout où elles sont menacées ; elle privilégiera la voie diplomatique, mais ne renoncera ni à sa souveraineté ni à la sécurité de ses citoyens. Comme je l'ai rappelé lors de la cérémonie de signature de la Déclaration conjointe entérinant les Accords de Washington pour la paix et la prospérité, je reste convaincu que ce tournant diplomatique ouvre un chemin nouveau - exigeant, certes, parfois difficile, mais un chemin où la paix est à nouveau à portée de main. La République démocratique du Congo, comme je m'y suis engagé, y prendra toute sa part, avec dignité et constance, aux côtés de ses partenaires.

Mais nous resterons vigilants sans être pessimistes ; lucides mais résolument optimistes. En définitive, la paix véritable ne viendra ni du seul rapport de force militaire, ni des seules signatures diplomatiques. Elle prendra corps dans le quotidien retrouvé : l'État qui revient avec l'école et le centre de santé, les routes qui s'ouvrent à nouveau, les marchés qui reprennent vie, les entreprises locales qui redémarrent, et une jeunesse à qui l'on offre des perspectives d'emploi et d'avenir. A mesure que l'autorité publique se réinstalle, notre cap est sans équivoque : stabiliser durablement les espaces reconquis, et organiser le retour progressif, sûr et digne de nos compatriotes déplacés. La reconstruction de l'Est sera, à cet égard, l'un des axes les plus déterminants de notre action. Tant qu'un seul village, tant

qu'un seul quartier, tant qu'une seule colline de ce pays restera sous la menace des armes illégales, je considérerai que notre tâche n'est pas achevée.

Mes très chers compatriotes, Aux défis sécuritaires sus-voqués, s'ajoute la montée préoccupante du banditisme urbain. À Kinshasa, comme dans nombre de nos villes, des bandes de délinquants - les Kuluna - sèment panique et dé-solation. Ils violent, agressent, extorquent, blesSENT et parfois tuent des innocents. Face à cette menace, l'État n'a été ni immobile ni spectateur. L'opération Ndobo a été le quotidien de nos concitoyens. Surtout, nous avons engagé une gouvernance sécuritaire de proximité, fondée sur l'écoute des populations et la responsabilisation des autorités locales. Des Comités provinciaux et locaux de sécurité sont déployés et vulgarisés de Kinshasa au Kongo Central, du Haut-Katanga à la Tshopo. Plus de 4.500 membres - autorités administratives, élus, forces de défense et de sécurité, société civile - ont déjà été formés pour élaborer, dans chaque entité, des plans de sécurité adaptés aux menaces du terrain.

Afin de doter la Police nationale des moyens de sa mission, j'ai promulgué, le 1er juillet 2025, la Loi de programmation de la réforme policière pour 2026-2030. Elle prévoit, sur cinq ans, l'acquisition d'équipements adaptés, le recrutement et la formation de 90.000 nouveaux policiers, la mise à la retraite progressive de 10.000 agents et un vaste programme de construction et de réhabilitation d'infrastructures. Dans ce cadre, 700 nouvelles recrues suivent déjà leur formation à Kasangulu, tandis que l'École de Police de Kapalata, réhabilitée et portée à 2.000 apprenants, s'apprête à accueillir de nouvelles promotions.

Simultanément, nous avons poursuivi l'équipement en moyens de mobilité de l'ensemble des services : Police nationale, Agence nationale de renseignement, Direction générale de migration, Commission permanente des frontières, mécanisme gouvernemental de sécurité. Les administrateurs de territoire sont dotés de véhicules de fonction, pour que l'autorité de l'État soit présente, active et réactive là où vivent nos compatriotes.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs,

La stabilité de notre pays repose sur la paix au sein de chacune de nos communautés. C'est le sens de l'attention particulière portée aux affaires coutumières. Des audiences foraines ont été organisées, des campagnes de médiation et de réconciliation ont été menées au Sud-Kivu, au Maï-Ndombe,

dans la Tshopo, au Tanganyika, qui ont permis retour des déplacés. A Ossio, dans la Tshopo, un rituel de réconciliation a scellé le rapprochement entre les communautés Mbole et Lengola, tandis qu'un Forum de la paix et du développement est en préparation pour l'espace Grand Bandundu.

Par ailleurs, la certification des entités coutumières, la reconnaissance - à titre pilote - de plus de 350 chefs coutumières dans le Haut-Uélé, ainsi que le lancement d'un cadre de concertation multi-acteurs pour la mise en œuvre de la loi relative à la protection des peuples autochtones pygmées, traduisent notre volonté de réguler ce secteur sensible, de garantir les droits des communautés et de renforcer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire, sans renier nos traditions. Ainsi, dans la douleur d'une agression injuste, mais avec détermination, nous reconstruisons un appareil sécuritaire plus professionnel, plus proche du citoyen, mieux encadré et plus respectueux des droits humains. Nous voulons qu'aucune parcelle du territoire national ne soit abandonnée au désordre, à la loi des armes ou à l'arbitraire. Après des décennies de tentatives avortées, nous avons remis sur les rails le processus d'identification nationale. L'Office national d'identification de la population (ONIP) se prépare, avec un budget stabilisé dès 2026, à lancer les opérations de collecte des données, en mutualisant les acquis de la Commission électorale nationale indépendante. Les kits et les données d'enrôlement seront transférés à l'ONIP, de sorte que les électeurs enrôlés - dont les données biométriques seront mises à jour - puissent être les premiers à recevoir une carte d'identité nationale sécurisée.

Honorables Président de l'Assemblée Nationale ;

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ;

Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes,

La paix ne se défend pas seulement sur nos collines et nos frontières ; elle se défend aussi dans les salles de négociation, dans les organisations internationales et au cœur des grandes décisions qui structurent le monde. À ce titre, 2025 a vu se confirmer une réalité désormais incontestable : la voix de la République Démocratique du Congo compte à nouveau dans le concert des nations.

En effet, dans le prolongement de l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, de la Résolution 2773, notre pays a été élu membre non permanent du Conseil de Sécurité pour la période 2026-2027, avec 183 voix sur 187, après avoir rejoint, quelques mois auparavant, le Conseil des Droits de l'Homme à Genève et accédé à la Vice-présidence

de la 80ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Au plan régional, la République Démocratique du Congo a pris en novembre 2025 la présidence de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), à l'issue du IXème Sommet ordinaire tenu ici même à Kinshasa, avec pour mandat de relancer la mise en œuvre du Cadre de Paix, de Sécurité et de Coopération pour notre pays et pour la région. Ces responsabilités attestent que la République Démocratique du Congo s'affirme désormais comme une puissance d'influence et de proposition appelée à peser sur les décisions majeures qui façonnent la paix, la sécurité, les droits humains et le développement, en Afrique comme à l'échelle mondiale. Notre diplomatie régionale s'est également intensifiée au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CÉEAC), de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Partout, nous affirmons une ligne claire : la paix dans les Grands Lacs est la condition non négociable de la prospérité du continent - une paix fondée sur la justice, portée par la vérité et garantie par le respect de notre souveraineté. Par ailleurs, notre diplomatie n'a pas été seulement défensive. Elle a été également offensive et proactive, pour diversifier nos partenariats et inscrire la République démocratique du Congo dans les grandes dynamiques de ce siècle.

Ainsi, nous avons poursuivi un redéploiement géostratégique vers de nouveaux espaces de coopération :

► En Amérique latine, des missions interministérielles en Uruguay, en Argentine et au Brésil ont permis de conclure des accords concrets dans des domaines variés comme la défense, l'agriculture, la culture, les technologies - et d'ouvrir à notre pays des marchés et des opportunités de transfert des compétences jusque-là peu exploitées ;

► En Afrique, nous avons relancé une relation stratégique avec l'Éthiopie, autour notamment de la transition énergétique et des grands projets hydroélectriques, dans une perspective de coopération Sud-Sud renforcée ;

► En Asie et au Moyen-Orient, nous avons consolidé nos liens avec l'État d'Israël, le Qatar, l'Indonésie, le Vietnam et d'autres partenaires, dans une logique d'ouverture équilibrée et de diversification de nos alliances.

À titre d'illustration, lors de la récente visite d'État à Kin-

(Suite en page 7).

# Le pays s'affirme désormais comme une puissance d'influence

(Suite de la page 6).

shasa de Son Altesse l'Émir du Qatar, six accords structurants ont été conclus, touchant au développement des infrastructures portuaires, à la coopération juridique, à l'exemption réciproque de visas pour certaines catégories, à l'appui humanitaire multisectoriel, à la promotion de la jeunesse et des sports, ainsi qu'à la consultation politique régulière. Ces instruments juridiques produiront des effets concrets sur notre économie, le fonctionnement de la justice, la mobilité des personnes, le renforcement de nos services sociaux et l'efficacité de notre action diplomatique.

Dans le même esprit, en marge de la signature de la Déclaration conjointe entérinant les Accords de Washington pour la paix et la prospérité entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, un autre tournant diplomatique majeur a été franchi avec les États-Unis d'Amérique. En effet, sous ma conduite, notre pays a conclu avec Washington un Accord économique stratégique ainsi qu'un Mémorandum d'entente sécuritaire, consacrant un approfondissement sans précédent sans précédent d'un partenariat fondé sur la confiance, la transparence, et la convergence de nos intérêts. Cet accord économique s'inscrit dans la dynamique mondiale de sécurisation des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques. Il ouvre un cadre de coopération de long terme visant à renforcer la gouvernance et la traçabilité de nos ressources, à stimuler la transformation locale, et à soutenir des projets structurants capables de relier la richesse minière à l'industrialisation et à la création d'emplois. Il prévoit, notamment, un appui à la modernisation du corridor Sakania-Lobito, au développement du Grand Inga et à la mise en place de mécanismes favorisant un environnement d'investissement plus sûr, plus lisible et plus compétitif pour les entreprises américaines. D'autre part, le Mémorandum d'entente en matière de sécurité renforce la coopération dans la protection des infrastructures critiques, l'amélioration de nos capacités de défense et de renseignement, et la lutte contre les trafics transfrontaliers, notamment liés à l'exploitation illicite des minerais. A travers ces instruments, nous affirmons notre ambition de convertir nos ressources stratégiques en puissance de développement, et faire de nos partenariats internationaux des accélérateurs de souveraineté, de stabilité et de prospérité partagée.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, Notre diplomatie ne se réduit pas à la défense de nos seuls intérêts : elle porte une certaine idée de l'humanité et du



Le Lualaba, province du sud-est congolais, est considéré comme la capitale mondiale du cobalt, minéral essentiel à l'industrie des batteries. DR.

droit.

À Genève, notre élection au Conseil des Droits de l'Homme, nous investit d'une responsabilité majeure : défendre, par l'exemple, la dignité humaine et les libertés fondamentales. C'est le sens des démarches que nous avons engagées pour la mise en place de mécanismes internationaux d'enquête sur les violations graves des droits humains - notamment à Goma et dans d'autres régions du pays - tout en intensifiant notre plaidoyer pour la reconnaissance internationale du « GENOCOST ». À New York, j'ai réitéré, lors de la 80ème Assemblée générale des Nations Unies, le soutien de la République Démocratique du Congo à l'intégration du crime « d'écocide » dans le droit international. Nous voulons que la destruction massive et délibérée de l'environnement soit reconnue et sanctionnée avec la même gravité que ses conséquences pour l'humanité. Cette position prolonge naturellement notre identité de pays-solution climatique, gardien de la deuxième forêt tropicale du monde et de réserves d'eau douce d'importance planétaire. Dans toutes les enceintes multilatérales, nous défendons une exigence d'équité : justice pour les victimes de l'Est, justice dans la gouvernance et la traçabilité de nos adaptés aux impératifs de reconstruction et de développement.

Ainsi, la République Démocratique du Congo a cessé d'être une périphérie des relations internationales. Elle y occupe à nouveau une place centrale, reconnue et écoutée. Nous n'emploierons cette position ni pour humilier qui que ce soit, ni pour alimenter d'autres conflits, mais pour défendre ce qui nous est le plus cher : notre souveraineté, notre intégrité territoriale, la dignité de notre peuple, et notre vocation à être un pays-solution pour l'Afrique et pour le monde.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable

Président du Sénat ; Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ;

Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes, Dans un contexte de guerre d'agression, de chocs externes et de tensions géopolitiques mondiales, notre économie n'a pas cédé. Elle a tenu, elle a résisté, et dans plusieurs domaines, elle a progressé. En 2025, malgré l'aggravation de la situation sécuritaire à l'Est, notre pays a fait preuve d'une résilience macroéconomique remarquable. L'inflation, qui était de 11,7% à fin 2024, a été ramenée à 2,5% en rythme annuel fin octobre 2025, nettement en dessous de l'objectif de 7% fixé par la Banque Centrale du Congo. Le franc congolais s'est apprécié d'environ 29% par rapport au dollar, aussi bien sur le marché interbancaire que sur le marché parallèle, retrouvant une stabilité que notre peuple n'avait plus connue depuis de longues années. Nos réserves de change s'établissent à près de 7,4 milliards de dollars - soit l'équivalent d'environ 3 mois d'importations, conforme aux standards de viabilité du Fonds monétaire international - et, dans le même temps, la balance des biens demeure excédentaire, avec un surplus provisoire estimé 9,9 milliards de dollars à fin août 2025. La croissance est, quant à elle, estimée à 5,6% en 2025, au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne projetée entre 3,8% et 4,1%.

Cette performance est portée non seulement par le dynamisme du secteur minier, mais aussi par la montée en puissance progressive des secteurs non extractifs, conformément à notre ambition de bâtir une économie plus forte, plus diversifiée, plus inclusive et plus durable. Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard. Ils traduisent la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, structuré autour des engagements que

j'ai pris devant la Nation : plus de pouvoir d'achat, plus d'emplois, une économie plus diversifiée et donc plus compétitive. Sur le plan budgétaire, l'année 2025 a été marquée par une amélioration de la mobilisation des recettes et par un effort de discipline dans la dépense publique. En cumul annuel, le Trésor a mobilisé environ 25.014,6 milliards de CDF de recettes, pour des dépenses de l'ordre de 29.200,2 milliards de CDF, soit un déficit d'environ 4.185,6 milliards de CDF, maîtrisé au regard des besoins exceptionnels liés à la guerre à l'Est et aux priorités sociales, notamment le Programme de Développement Local des 145 Territoires.

Ces avancées n'auraient pas été possibles sans un chantier de modernisation fiscale résolu, fondé notamment sur :

► la généralisation de la facture normalisée de la TVA et la digitalisation de l'ensemble de la chaîne de mobilisation des recettes ;

► l'institution de la Commission permanente interministérielle de rationalisation de la parafiscalité (COPIRAP), pour assainir et harmoniser les prélevements ;

► la mise en route de la Commission nationale de médiation fiscale afin de désamorcer les litiges en amont, d'accélérer leur règlement et de renforcer la sécurité juridique des contribuables.

S'agissant du projet de budget 2026, celui-ci se caractérise par son ambition et son équilibre, avec un niveau de recettes et de dépenses estimé à 59.020,5 milliards de CDF, soit 20,3 milliards de \$US. Il marque une progression significative de 16,4% par rapport au rectificatif 2025, arrêté à 50.691,8 milliards de CDF (17,7 milliards de \$US).

Ce cadrage traduit la détermination du Gouvernement à consolider les acquis de la stabilité macroéconomique, à inscrire l'action publique sur une trajectoire budgétaire soutenable et à engager la dynamique visant le doublement

des recettes courantes d'ici 2028. Il marque également la volonté d'accroître la capacité de l'État à financer, en pleine souveraineté, ses priorités stratégiques.

Les dotations substantielles en faveur des infrastructures, de la sécurité, de la diversification économique et des secteurs sociaux essentiels attestent de notre engagement à améliorer le bien-être des populations, à réduire les inégalités et à reconstruire les territoires affectés par les conflits, dans un esprit de cohésion nationale et de développement durable. Notre rigueur n'a pas été synonyme d'austérité aveugle pour autant. Elle a été mise au service de la dignité de celles et ceux qui servent l'État.

La masse salariale mensuelle atteint désormais environ

1.250 milliards de CDF, dont près de 960 milliards de CDF pour plus de 1,7 million d'agents publics. Nous avons tenu nos engagements en apurant les accords de Bibwa en faveur de l'Enseignement supérieur et de Recherche scientifique en améliorant le traitement de base des agents et fonctionnaires de l'État et en intégrant 2.500 magistrats dans la paie publique. Parallèlement, des dépenses de fonctionnement ont été reclasées vers la rémunération afin de privilégier le travail et le mérite. Dans le même esprit, notre politique budgétaire a permis le doublement des rémunérations des militaires et des policiers, le financement par le Trésor public des premiers jalons de la Couverture santé universelle (CSU), la consolidation de la gratuité de l'enseignement primaire, ainsi que le versement régulier des cotisations sociales à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'État (CNSSAP) au bénéfice des agents publics. En effet, depuis mai 2025, les militaires et les policiers sont officiellement intégrés au régime spécial de sécurité sociale de la CNS-SAP, conformément à la Loi n° 22/031 avec des cotisations partagées (8% pour l'État, 4% pour l'agent) et couverture renforcée (retraite, risques professionnels, prestations familiales).

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, La stabilité macroéconomique n'a de sens que si elle se ressent dans le panier de la ménagère. C'est pourquoi nous avons déployé, en parallèle, une politique active de lutte contre la vie chère.

Dans le secteur pétrolier, les négociations menées avec la profession ont permis de réduire le prix du litre d'essence à la pompe, passé de 2.990 CDF à 2.440 CDF dans la zone Ouest et de 3.772 CDF à 3.280 CDF dans la zone Nord, et de 3.889 CDF à 3.330 CDF dans la zone Sud, avec un impact

(Suite en page 8).

# Le budget de l'Etat passe de 17 milliards à 20 milliards de \$US

(Suite de la page 7).

direct sur les coûts de transport. Nous avons mené une réforme courageuse mettant fin à la subvention pétrolière pour les sociétés minières et leurs sous-traitants, ce qui a permis de faire passer les recettes fiscales d'environ 4 milliards à 63 milliards de CDF dès le premier mois de la réforme. Les pertes et manques à gagner ont, quant à eux, été contenus autour de 30 millions de \$US en 2025.

Dans le secteur de l'économie réelle, dans l'espace du Grand Katanga, le prix du sac de 25 kg de maïs, qui atteignait jusqu'à 50 \$US en période de soudure, se situe désormais entre 13 et 15 \$US, tandis que le « MEKA » est stabilisé à 3.000 CDF à Lubumbashi. Le Fonds de redressement économique (FOREC) a financé la production vivrière et les capacités de stockage, tandis que l'usage de l'application « TALO » ainsi que l'action des centaines d'inspecteurs économiques modernisent la surveillance des prix et la lutte contre la spéculation.

Ces efforts conjugués, à savoir : la baisse des prix à la pompe, la maîtrise des tarifs alimentaires et le contrôle des circuits de distribution, démontrent que notre combat pour le pouvoir d'achat n'est pas théorique : il se mesure, chaque jour, dans la vie des ménages, sur les marchés, dans les transports, dans l'assiette de nos compatriotes. Je sais que les effets ne sont pas encore pleinement perceptibles. Mais notre action ne s'arrêtera pas là : nous allons la prolonger et l'intensifier, en sécurisant les approvisionnements, en réduisant les surcoûts logistiques, en combattant la spéculation et en soutenant la production locale, afin d'ancrer durablement la baisse des prix.

Mes très chers compatriotes, En 2025, nous avons poursuivi la refondation de notre gouvernance minière afin que nos ressources cessent d'être une malédiction et deviennent un moteur de développement partagé.

Parmi les avancées significatives, je peux citer : ▶ L'assainissement du fichier cadastral, permettant la reprise de plus de 30.000 périmètres miniers auprès d'opérateurs défaillants ou inactifs, libérant ainsi un espace important pour de nouveaux investissements crédibles ; ▶ La formalisation de Zones de Recherche Géologique couvrant environ 36.000 km<sup>2</sup>, destinés à préparer les futures campagnes d'exploration stratégique ; ▶ La fixation de quotas d'exportation de cobalt, qui a permis à la République Démocratique du Congo d'influer sur l'équilibre du marché international et de soutenir les prix de ce minerai stratégique ; ▶ La classification des terri-

toires de Masisi et de Kalehe en « zones rouges », interdisant toute activité d'extraction et de commercialisation des minerais dans les zones occupées par des groupes armés, afin de tarir leurs sources illégales de financement ;

► L'ouverture d'un bureau du Centre d'Expertise, d'Évaluation et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CÉEC) à Washington, pour favoriser la vente directe de nos produits miniers sur le marché américain et renforcer la valeur ajoutée nationale ;

► L'installation d'un laboratoire national à Musompo et le déploiement de la plateforme numérique e-Trace Mines, afin d'améliorer la traçabilité, la transparence et la crédibilité de nos exportations.

Ces réformes s'accompagnent d'orientations claires : meilleure connaissance géologique, digitalisation complète du cadastre, formalisation de l'artisanat minier, contrôle du quota d'emplois congolais dans les entreprises minières, protection de l'environnement et des droits des communautés locales.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, La modernisation des infrastructures de transport est au cœur de notre politique nationale de développement. Les routes stabilisées, les voies ferrées, les ports et les aéroports constituent les instruments de mobilité, de croissance économique et d'unité nationale. En 2025, 8.000 km de routes de desserte agricole ont été entretenus sur financement du Fonds National d'Entretien Routier (FONER). Le Gouvernement s'est engagé à réhabiliter 38.000 km de routes de desserte agricole et 11.423 km de routes prioritaires supplémentaires sur un an, en déployant des brigades routières dans chaque province pour un entretien régulier.

Des travaux sont en cours pour renforcer la connexion routière du territoire national, notamment sur les grands axes RN1, RN2, RN3 et RN5, afin de relier durablement l'Ouest, le Centre et l'Est du pays. Un effort particulier est envisagé sur les voies navigables, véritable « autoroute » naturelle entre nos provinces, afin de réduire le coût du transport des personnes et des produits agricoles.

Ces investissements ne sont pas des chiffres abstraits : ce sont des pistes rurales qui deviennent des routes praticables, des zones de production qui sortent de l'isolement, des coûts logistiques qui baissent, et des producteurs agricoles qui peuvent progressivement acheminer leurs produits vers les grands centres de consommation.

Dans le même temps, nous avons poursuivi l'ouverture maîtrisée de notre économie au continent et au monde. La

République Démocratique du Congo a renforcé sa présence au sein de la SADC, du COMESA, de la CÉAC et de l'EAC, et a accueilli pour la toute première fois, en avril 2025, le Conseil des ministres de la ZLECAF, affirmant sa volonté d'être un acteur central du marché africain. Notre pays a ratifié deux accords majeurs de l'Organisation mondiale du commerce : l'Accord sur la facilitation des échanges et l'Accord sur les subventions à la pêche, ouvrant l'accès à des appuis techniques pour simplifier et numériser nos procédures douanières.

Au Guichet unique du Commerce Extérieur, la dématérialisation des procédures atteint déjà 87%, avec 67 documents sur 77 entièrement numérisés, tandis que des postes-frontières à arrêt unique, tels que Mahagi-Goli et bientôt Kavimvira, facilitent le commerce transfrontalier.

Par ailleurs, la diversification de nos débouchés progresse avec la création d'une Chambre de commerce RDC-Egypte, réunissant déjà plus de 70 entreprises, et un partenariat stratégique avec la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), cofinancé par notre pays pour obtenir durablement nos capacités productives et exportatrices.

Voilà le fil conducteur de notre action dans ce secteur : stabilité interne, réformes structurelles, ouverture maîtrisée et intégration régionale. Nous refusons d'être seulement un pays riche en ressources ; nous voulons être une Nation riche de ses citoyens - de leur travail, de leur créativité et de leur bien-être.

Éprouvée, notre économie a tenu. Avec la paix retrouvée, elle va désormais déployer tout son potentiel. Avec l'appui des représentants du peuple que vous êtes, nous poursuivons inlassablement l'effort pour que la croissance de la République Démocratique du Congo se traduise en progrès concret, visible et durable pour chaque Congolaise et chaque Congolais, où qu'ils vivent sur l'ensemble du territoire.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable Président du Sénat ; Honorable Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ; Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes,

En 2025, nous avons franchi un cap décisif avec le lancement, le 28 août, de la campagne agricole 2025-2026 placée sous le signe de la souveraineté alimentaire. À cette occasion, des moyens importants ont été mobilisés pour doter nos producteurs de semences améliorées, d'engrais, de produits phytosanitaires respectueux de l'environnement et de matériel aratoire - dont la poursuite de la mise à disposition de 600 tracteurs et de leurs équipements - afin

d'accélérer la mécanisation sur l'ensemble du territoire.

Pour les campagnes 2024-2025 et 2025-2026, ce sont plusieurs milliers de tonnes de semences vivrières et maraîchères, des dizaines de milliers de kilomètres linéaires de boutures de manioc et des millions de plantules de cultures pérennes (cacao, café, palmier à huile) qui ont été programmés, afin de renforcer la production de base dans les territoires. En parallèle, nous avons lancé une campagne de promotion des cultures pérennes - cacao, café, quinquina - avec l'ambition d'atteindre, à terme, des volumes d'exportation de l'ordre de 120.000 tonnes de cacao et 50.000 tonnes de café, créant ainsi des revenus durables pour les petits producteurs.

Pour mieux protéger les exploitants contre les chocs climatiques, nous avons commencé à déployer un mécanisme novateur d'assurance agricole indicative. Plus de 100.000 agriculteurs bénéficient déjà d'un produit d'assurance lié au risque climatique, et de nouveaux produits vont couvrir, dès 2026, les maladies des cultures comme la chenille légionnaire.

Dans le secteur de la pêche et de l'élevage, nous avons relancé la modernisation d'une filière longtemps délaissée. L'acquisition d'une flotte de pêche et la mise en place en cours d'une chaîne de froid doivent accroître la production nationale et réduire les importations de poisson.

Nous avons également lancé le développement de huit pôles avicoles - à Kinshasa, Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Butembo, Tshikapa, Gbadolite, Kisangani et Bukavu - pour réduire notre dépendance aux importations de produits avicoles, structurer des chaînes de valeur complètes (fermes parentales, alimentation, abattage, transformation) et offrir des opportunités à des milliers de petits éleveurs.

Ces avancées ne nous font pas oublier les défis : la productivité reste faible, les coûts logistiques élevés, et la dépendance aux importations de certains produits de base demeure.

Mais elles montrent clairement la direction que nous avons prise : produire davantage chez nous, protéger nos producteurs, sécuriser nos filières.

Honorable Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, Dans le domaine de l'électricité, notre pays est en train de changer d'échelle. Nous revenons de loin : en 2019, seuls 9% de nos compatriotes avaient accès à l'énergie électrique. En 2025, ce taux s'établit à 21,5%, signe d'une accélération sans précédent de l'électrification nationale ; soit la progression la plus rapide de notre histoire.

Ce bond s'inscrit dans le cadre du Compact énergétique, colonne vertébrale de la Mission

300 : pour la première fois, notre pays dispose d'un cadre unique qui ordonne investissements et réformes afin de porter l'accès à 62% d'ici 2030, d'accélérer la cuisson et de mobiliser, à l'échelle requise, les financements publics et privés. Concrètement, au cours de l'année, des dizaines d'ouvrages de l'ANSER ont été mis en service - et le seront encore dans les prochains mois - apportant l'électricité à plus d'un million de Congolaises et de Congolais supplémentaires. Dans le même élan, la centrale hydroélectrique de Kakobola franchit ses ultimes jalons, la plupart des prérequis techniques et financiers étant désormais levés.

Pour sa part, la Société nationale d'électricité (SNEL) a remis en service plusieurs groupes de production, dont le G25 d'Inga II, avec 193 MW récupérés : une puissance plus grande que celle de toute la République Centrafricaine, soit une démonstration éloquente de la puissance énergétique de notre pays et de l'ampleur du potentiel encore à valoriser. Grâce au partenariat public-privé mis en place, 70% de cette énergie est desservie à Ivanhoe, qui a financé les travaux, pour ses activités minières ; tandis que 30%, soit 55 MW, sont réorientés vers la desserte domestique, ce qui permettra d'alimenter environ 300.000 foyers supplémentaires à Kinshasa.

Dans la continuité de cet effort, le G24 entrera en travaux pour une durée estimée à 24 mois, avec à la clé 192 MW supplémentaires qui seront injectés sur le réseau, dont 100% reviendront à la commercialisation par la SNEL au bénéfice direct des usagers. La SNEL a, par ailleurs, renforcé ses réseaux de transport et de distribution, notamment à Maluku, Kinsuka, Kasumbalesa ainsi que dans plusieurs provinces, afin d'améliorer la stabilité et la qualité du service.

En outre, des études ont été lancées pour la production locale de panneaux solaires et de batteries, afin de réduire les coûts, structurer une chaîne de valeur nationale et accélérer notre transition énergétique. Enfin, un appui soutenu a été apporté à l'Agence de Développement du Projet Grand Inga pour accélérer les préparatifs d'Inga III, en partenariat avec les acteurs tant locaux qu'internationaux. En parallèle, nous avons adopté, pour la première fois, une Politique nationale de l'eau et une Politique nationale de l'énergie, alignées sur le Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028. L'objectif est de faire progresser l'accès à l'eau potable de 36% en 2024 à 70% en 2028, en combinant grands réseaux urbains, forages, réseaux ruraux et gestion durable de la ressource. Les défis demeurent considérables : une partie de nos infrastructures

(Suite en page 9).

# Les stocks de change du pays évalués à 7,4 milliards de \$US

(Suite de la page 8).

est obsolète, des poches de délestage persistent et nos opérateurs publics font face à des contraintes financières. Pour autant, la trajectoire est désormais sans ambiguïté : l'accès de tous à une énergie fiable, fondée sur nos ressources renouvelables et respectueuse de l'environnement.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, Aucune économie ne prospère sans transports fiables. C'est le sens des avancées enregistrées cette année dans ce secteur stratégique.

Dans le domaine aérien, la mise en service de la compagnie nationale Air Congo a sensiblement amélioré la connectivité intérieure : deux Boeing 737-800 desservent déjà onze lignes domestiques. Deux ATR 72 viendront renforcer la flotte en 2026, tandis qu'un plan d'expansion prévoit l'ouverture de quatorze destinations africaines, puis de liaisons vers l'Europe et le Moyen-Orient.

Dans le domaine maritime et portuaire, les travaux du port en eaux profondes de Banana démarrent, offrant à la République Démocratique du Congo une porte océanique pleinement maîtrisée, capable de réduire les coûts de transport,

de créer des milliers d'emplois et d'ancrer le développement du corridor Kinshasa-Banana. Dans le domaine ferroviaire, la réhabilitation des tronçons clés de la ligne Matadi-Kinshasa a permis la reprise du trafic voyageurs, marquée par un premier voyage symbolique le 18 octobre 2025 : c'est la renaissance progressive du rail congolais, indispensable au transport de masse et au désengorgement de nos routes.

Dans le domaine fluvial, une campagne de balisage a été lancée sur les rivières Kwango, Kwilu et Kasaï, s'ajoutant aux 1.734 km déjà sécurisés sur le fleuve Congo et aux 605 km balisés sur la rivière Kasaï. L'acquisition - pour la première fois en quarante ans - d'une drague multifonction permettra de reprendre le dragage de nos voies navigables.

A ces chantiers s'ajoutent la modernisation de ports comme Kalundu, la construction d'un quai flottant au Beac Ngobila et l'aménagement de stations d'accostage pour taxis fluviaux en périphérie de Kinshasa. Autant d'investissements qui font baisser les coûts logistiques, sauvent des vies sur nos voies navigables et rapprochent les Congolais les uns des autres.

Dans le secteur des hydrocarbures, notre action s'est structurée autour de trois priorités : contrôler, sécuriser l'approvisionnement et accélérer la transition vers des énergies plus propres. D'abord, le renforcement des dispositifs de contrôle et de lutte contre la fraude a doublé les volumes

légaux distribués : de 50.000 à 100.000 m<sup>3</sup> par mois sur la voie Ouest, et de 90.000 à 150.000 m<sup>3</sup> sur la voie Sud. Cette progression s'est traduite par une hausse des recettes parafiscales, un approvisionnement plus régulier et une baisse d'environ 10% du prix à la pompe avec un effet immédiat sur le pouvoir d'achat des ménages. Ensuite, l'Arrêté sur le contenu local a posé les bases d'une participation accrue des entreprises et de la main-d'œuvre congolaises, en amont comme en aval, dans la prestation de services et la sous-traitance pétrolière.

Parallèlement, nous conduisons des études d'infrastructures stratégiques - capacités de stockage et pipelines transfrontaliers - afin de sécuriser durablement l'approvisionnement en produits pétroliers et de réduire la vulnérabilité de notre économie aux chocs logistiques. Enfin, nous encourageons les énergies plus propres, en particulier le gaz de pétrole liquide (GPL) pour la cuisson, afin de soulager la pression sur les forêts, améliorer la qualité de l'air dans les foyers et honorer nos engagements climatiques. Ainsi, contrôle, souveraineté énergétique et transition écologique avancent de concert - au service de la stabilité des marchés, du pouvoir d'achat et de l'avenir de notre Nation.

Mes très chers compatriotes, Il vous souviendra qu'en 2021, j'avais pris l'initiative de lancer le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T), un chantier ambitieux destiné au milieu rural, dont l'objectif est de réduire les inégalités spatiales et de transformer durablement les conditions de vie de nos concitoyens longtemps privés d'infrastructures et de services sociaux de base.

Son premier volet prévoyait la construction, la réhabilitation et l'équipement de 2.130 ouvrages, répartis comme suit : 1.199 écoles, 786 centres de santé, et 145 bâtiments administratifs destinés à restaurer l'autorité de l'État dans chaque chef-lieu de territoire. Les travaux ont démarré au deuxième trimestre 2022. À ce jour, 865 ouvrages ont été achevés, répartis comme suit : 279 réalisés par la Cellule d'exécution des Financements en faveur des États Fragiles (CFÉF), 312 par le Bureau Central de Coordination (BCECO) et 274 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), soit 530 écoles primaires, 275 centres de santé, et 60 bâtiments administratifs. Le taux d'achèvement global du premier volet s'établit ainsi à environ 40,6%, soit 865 ouvrages finalisés sur 2.130 attendus, incluant les 205 ouvrages livrés durant mon premier mandat.

Les constats consolidés demeurent toutefois contrastés : si de nombreuses infrastructures ont été achevées et récep-

tionnées, des retards et des arrêts persistent, notamment dans le Grand Katanga (sur 339 ouvrages attendus, 138 sont à l'arrêt) et dans certaines zones en conflit à l'Est. Dans les sept provinces inspectées cette année, 249 ouvrages seulement ont été livrés sur 672, soit environ 37%.

Je ne minorerai pas ce constat. Il nous oblige à assainir les contrats défaillants, à réviser les modalités d'exécution avec les agences, à intégrer les contraintes sécuritaires et logistiques, et à rétablir une gouvernance exigeante fondée sur la rigueur, la transparence et la redevabilité. C'est dans cet esprit que, le 7 mars 2025, j'ai nommé un Conseiller spécial chargé du suivi de l'exécution du PLD-145T, afin de garantir la bonne poursuite des travaux et l'achèvement, dans des délais resserrés, des infrastructures prévues. J'invite, à cet effet, le Gouvernement à assumer pleinement ses responsabilités et à intensifier l'exécution des réformes et des chantiers. Mon ambition est d'accélérer l'achèvement de l'ensemble des infrastructures prioritaires d'ici 2026, pour que chaque territoire rural bénéficie pleinement, et sans délai, des dividendes de l'action publique. Dans un autre registre, nous avons décidé de repenser en profondeur le développement du monde rural. Pour la première fois depuis la création du ministère en 1977, une Politique nationale de développement en milieu rural a été élaborée, assortie d'un Plan de revitalisation des milieux ruraux et d'un schéma directeur des infrastructures de base (routes de desserte, eau, électricité, habitat, connectivité).

Plusieurs programmes structurants sont en cours, entre autres :

► Le Programme d'Appui au Développement Rural (PADER), financé sur ressources internes à hauteur de 772 millions \$US, pour aménager 11.423 km de routes de desserte agricole, baliser 11.432 km de voies navigables rurales, installer 385 mini-réseaux d'eau potable et accompagner plus de 435.000 petits exploitants en 300.000 maraîchers ;

► le volet rural du Programme National de Développement Agricole, appuyé par la Banque mondiale, pour réhabiliter plus de 3.000 km de routes semi-stabilisées, avec une perspective portée à 5.000 km grâce à la restructuration du programme ;

► le Projet de Renforcement des Infrastructures socio-économiques (PRISE II), financé par la Banque Africaine de Développement, qui a déjà permis la construction de bâtiments scolaires, de centres de santé, de bureaux publics et de châteaux d'eau dans plusieurs provinces du Grand Kasaï et du Grand Bandundu ;

► le Projet d'Appui au Développement intégré de l'Économie rurale, également avec la BAD,

qui soutient la modernisation des filières manioc et maïs et la réduction des disparités économiques entre villes et campagnes.

Ces efforts convergent vers un même objectif : revitaliser nos campagnes, stabiliser les populations et réduire l'exode rural. Enfin, dans le secteur de l'urbanisme et de l'habitat, nous avons commencé à répondre aux urgences et à préparer l'avenir, avec lucidité sur les défis persistants.

À Kinshasa, je ne peux ignorer l'une des épreuves les plus visibles du quotidien : des embouteillages devenus monstrueux. Ils éprouvent nos familles, freinent la productivité, renchérissent le coût de la vie et affectent l'image même de notre capitale. Cette situation n'est plus une simple gêne urbaine ; elle est un défi national de gouvernance. La capitale ne peut continuer à grandir sur une planification et un pilotage à la hauteur de son poids démographique et économique. Elle appelle des décisions urgentes, coordonnées et courageuses, fondées sur une vision d'ensemble de la mobilité, de l'occupation du sol et du développement des pôles d'activités. J'évoquerai avec la même gravité l'ampleur du défi d'assainissement. L'insalubrité, l'obstruction des caniveaux, la mauvaise gestion des déchets et la pression croissante sur les quartiers densément peuplés exposent nos populations à des risques sanitaires et environnementaux inacceptables. Nous devons moderniser la chaîne d'assainissement, clarifier les responsabilités des acteurs publics et privés, encourager une mobilisation citoyenne durable et instaurer une tolérance zéro contre les pratiques qui dégradent nos quartiers et menacent la santé publique.

C'est dans cet esprit que s'inscrivent les décisions structurantes engagées pour désengorger, réorganiser et mieux planifier Kinshasa, tout en préparant la modernisation de nos grandes villes.

Ainsi, le projet d'extension de la ville vers la cité industrielle de Maluku, sur 430 km<sup>2</sup> dont une première phase de 75 km<sup>2</sup>, entrera en exécution dès le premier trimestre de 2026.

Sur cinq ans, il prévoit la construction de 1.200 usines, dont 160 dès 2026, afin de décongestionner la capitale, créer des emplois, améliorer la desserte en eau et en électricité et organiser plus efficacement la gestion urbaine. Ce projet répond à une exigence de bon sens : repenser l'espace de croissance de Kinshasa, pour restaurer la fluidité, la sécurité et la dignité de la vie urbaine.

En parallèle, le Guichet unique de délivrance des permis de construire (GUPEC), expérimenté à Kinshasa, sera déployé dans plusieurs grandes villes - Lubumbashi, Kolwezi, Matadi, Kananga, Kisangani, Mbandaka - afin d'encadrer l'urbanisation, lutter contre le désordre

foncier et sécuriser les investissements immobiliers, conformément aux exigences du nouveau Code de l'urbanisme et de la construction.

Notre ambition est de faire émerger des villes mieux planifiées, plus propres, plus fluides, plus sûres et plus humaines. Des villes où la croissance démographique ne rime plus avec chaos, mais avec opportunités ; où l'urbanisme redevient un outil de prospérité, de cohésion sociale et de qualité de vie. C'est à cette condition que Kinshasa et nos grandes agglomérations pourront pleinement jouer leur rôle de moteurs économiques et de symboles vivants de la modernité congolaise.

Mes très chers compatriotes, De nos champs à nos villes, de nos rivières à nos centrales, de nos villages aux grands corridors de transport, un même fil conducteur traverse notre action : faire reculer les inégalités, rapprocher l'État des citoyens, transformer nos ressources en bien-être concret pour notre peuple.

Les défis sont immenses, les retards réels, les contraintes nombreuses. Mais l'essentiel est là : une direction assumée, des réformes engagées, des projets qui sortent de terre, des correctifs apportés quand cela est nécessaire.

Avec le concours de tous - provinces, territoires, communautés rurales et urbaines -, nous poursuivrons ce chantier pour que, demain, chaque Congolaise et chaque Congolais, où qu'il se trouve, puisse sentir que la République le voit, le protège et l'accompagne dans son effort de vivre mieux.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable Président du Sénat ;

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ; Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes,

Une Nation ne se mesure pas à la seule progression de son Produit intérieur brut, mais à la manière dont elle accueille ses enfants à l'école, soigne les malades à l'hôpital, traite ses agents publics et protège les plus vulnérables. En dépit des défis et des dysfonctionnements structurels hérités de décennies de gouvernance défaillante, l'année 2025 a été, pour notre système éducatif, celle des réformes de fond et de l'exécution des engagements sociaux issus du dialogue d'août 2024 avec les organisations syndicales.

Au niveau de l'éducation de base, nous avons consolidé la gratuité de l'enseignement primaire et amélioré, de façon tangible, les conditions de celles et ceux qui la portent au quotidien : les enseignants.

Ainsi, le Gouvernement a : ► accordé un supplément de 100.000 CDF sur le salaire de chaque enseignant ;

(Suite à la page 10).

## annoncée fin 2024 à 11,7%, l'inflation est ramenée à 2,5%

(Suite de la page 9).

► payé les différentes primes spécifiques, dont la prime de gratuité pour les enseignants du primaire, la prime des agents et cadres des services centraux de l'Éducation nationale et la prime spéciale des inspecteurs ;

► engagé un vaste toilettage du fichier de paie pour régulariser la situation des enseignants non payés ;

► mis à la retraite 1.100 enseignants du primaire âgés de 75 à 82 ans, désormais pris en charge par la CNSAAP ;

► régularisé la situation administrative de 2.273 écoles publiques qui fonctionnaient depuis des années sans actes juridiques, levant ainsi les obstacles à leur mécanisation et à leur budgétisation ;

► élaboré un statut particulier du personnel enseignant, alignant leurs droits sur ceux des agents de carrière des services publics de l'État.

Dans le même esprit, nous avons investi massivement dans les infrastructures scolaires : 1.384 écoles ont été construites à travers le pays, dotées de 254.676 bancs et pupitres. Plus de 80 espaces temporaires d'apprentissage ont été installés pour les enfants déplacés par les guerres ou les catastrophes naturelles afin que l'école les accompagne même dans l'épreuve. Aussi, une stratégie nationale d'alimentation scolaire a été adoptée pour lutter contre la faim à l'école et améliorer la rétention des élèves. Notre ambition ne se limite pas à l'accès ; elle vise l'excellence. C'est dans cet esprit que nous avons lancé la refonte des programmes, adopté une stratégie nationale de formation continue pour les enseignants du secondaire et engagé la rationalisation des bureaux gestionnaires, afin d'instaurer une gouvernance plus lisible, sobre et performante du système.

Je veux également souligner un motif de fierté nationale : notre pays est l'un des premiers en Afrique à avoir mis en place un système de correction de l'Examen d'État basé sur les technologies modernes et l'Intelligence artificielle, ainsi que le lancement du diplôme électronique sécurisé par la technologie Blockchain, renforçant la fiabilité des résultats et la lutte contre la fraude documentaire et assurant une meilleure reconnaissance internationale des diplômes.

En 2026, nous franchirons une nouvelle étape. Dans le cadre du PDL-145 Territoires et de ses programmes complémentaires, le Gouvernement prévoit de construire plus de 1.000 écoles supplémentaires, mettra en service quatre grands instituts de formation aux métiers de l'enseignant, numérisera les services éducatifs et la chaîne de paie au moyen d'une carte biométrique multifonctionnelle, et déployera à grande échelle l'enseignement à distance.



Face au dollar, le CDF prend de la valeur comme jamais auparavant. DR.

Ainsi, la gratuité prend tout son sens : une école accessible, mieux équipée, mieux encadrée, plus moderne. S'agissant de l'enseignement supérieur et universitaire, nous poursuivons un programme ambitieux de modernisation des infrastructures, de réforme académique et de digitalisation de la gouvernance. En 2025, plusieurs universités et instituts supérieurs à Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Goma, Bukavu, Kikwit, Mbuji-Mayi et dans plusieurs autres villes ont bénéficié de chantiers de construction et de réhabilitation - bâtiments, laboratoires, bibliothèques, homes étudiants, complexes sportifs - offrant à notre jeunesse des conditions d'études et de recherche à la hauteur de ses ambitions. En outre, la gouvernance du secteur a franchi un cap de numérisation avancée, gage d'une transparence et d'une traçabilité renforcées. Des écoles doctorales ont été créées, les cursus ont été refondus dans le cadre du système LMD, et des modules d'entrepreneuriat, de citoyenneté et de développement durable ont été intégrés. Deux Arrêtés majeurs ont, en outre, allégé les frais académiques des étudiants en situation de handicap et accéléré le déploiement de l'enseignement ouvert et à distance, afin de garantir un accès plus équitable au savoir. Enfin, dans le domaine de la santé et de la recherche nucléaire, des avancées décisives sont engagées avec la structuration d'un projet stratégique de création d'un Centre de cancérologie, d'une radiopharmacie nucléaire et d'une école supérieure dédiée. Conduit en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et le Fonds OPEP,

ce programme en deux phases doit démarrer en 2026 et traduit notre engagement résolu dans la lutte contre le cancer et le développement de la recherche nucléaire appliquée.

Mes très chers compatriotes, Alors que la voix de la République Démocratique du Congo s'affirme comme celle d'un partenaire crédible, un défi demeure central : développer le capital humain et combattre le chômage structurel. En 2025, le secteur de la formation professionnelle s'est résolument mobilisé, en posant des fondations juridiques, réglementaires et opérationnelles solides pour une approche orientée vers l'employabilité, la certification et les besoins prioritaires du pays, à travers, notamment :

► la ratification de la Convention de l'UNESCO sur l'enseignement et la formation technique et professionnels, ouvrant la voie à des standards reconnus et à une coopération renforcée ;

► l'adoption des modalités d'élaboration des normes nationales de qualité, référentiels et homologation des programmes débouchant sur la création, une première dans notre pays, du Répertoire national des formateurs et de leurs modalités d'exercice ;

► le déploiement du Cahier de l'Apprenant, qui harmonise le suivi des apprentissages, l'identification des apprenants et la traçabilité du fonctionnement des établissements.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, Dès le début de mon mandat, j'ai affirmé que la santé ne serait plus la parent pauvre de nos politiques publiques.

L'année 2025 en apporte une nouvelle preuve en confirmant notre volonté de bâtir un système de santé plus humain, plus résilient et plus équitable, au service de chaque Congolaise et de chaque Congolais.

Au cœur de cette ambition, la Couverture Santé Universelle constitue l'un des piliers majeurs de mon engagement en faveur du bien-être collectif. Elle vise un objectif simple et juste : garantir l'accès à des soins de qualité sans que le coût ne soit une barrière, en particulier pour les plus vulnérables. C'est dans cet esprit qu'en 2025, nous avons lancé la gratuité des accouchements et des soins des nouveau-nés, première étape concrète de la Couverture Santé Universelle. Les résultats déjà observés sont encourageants : plus de 2,6 millions d'accouchements ont été pris en charge et la mesure est actuellement opérationnelle dans quatorze provinces. Cette avancée sociale décisive rend aux mères la dignité de donner la vie sans la peur du coût, et offre à nos nouveau-nés un départ plus sûr dans l'existence.

Mais je le dis avec lucidité : la généralisation de cette gratuité exige une sécurisation rapide et durable des financements, un renforcement de nos maternités en équipements et en ressources humaines, ainsi qu'un pilotage rigoureux, transparent et fluide des mécanismes de remboursement. C'est à ce prix que la gratuité deviendra partout une réalité pleinement effective et irréversible.

Parallèlement, nous avons poursuivi un vaste programme de modernisation des infrastructures sanitaires, car la Couverture Santé Universelle ne peut se déployer sans un réseau solide d'établissements

modernes et fonctionnels. Ainsi, l'Hôpital Général de Référence de la Muya à Mbuji-Mayi a été totalement rénové, tandis que d'importants travaux de réhabilitation et d'équipement se poursuivent au Centre Hospitalier Universitaire de Kinshasa (ex-Maman Yemo), et à l'Hôpital Général de Référence Jason Sendwe de Lubumbashi. Sur l'ensemble du territoire, les avancées sont sans précédent :

► des hôpitaux ont été réhabilités ou modernisés à Kinshasa, Lubumbashi, Kolwezi, Mbandaka et dans plusieurs autres villes ;

► 357 centres de santé sont en cours de construction ou en achèvement dans le cadre du PDL-145 Territoires ;

► 240 nouveaux établissements ont été livrés dans le cadre du Cadre multisectoriel de nutrition et de santé au Kasaï, au Kwilu et au Sud-Kivu ;

► et près d'un millier d'établissements et structures de santé ont été équipés en matériel médical, en eau et en énergie solaire, sans oublier l'installation d'incinérateurs modernes pour une meilleure gestion des déchets biomédicaux.

Ces investissements ne sont pas de simples chantiers : ils traduisent une conviction profonde. Moderniser un hôpital, c'est renforcer un droit. Construire un centre de santé, c'est rapprocher la République de ses citoyens.

En matière de sécurité sanitaire, nous avons consolidé notre capacité de riposte grâce au Centre des Opérations d'Urgence de Santé Publique, qui a permis une coordination plus rapide et plus efficace face aux épidémies. Notre pays a ainsi suivi et pris en charge simultanément plusieurs menaces majeures - choléra, rougeole, Mpox, peste - tout en adoptant un Plan stratégique multisectoriel d'élimination du choléra, signe d'une approche désormais plus anticipative et plus structurée. Et je voudrais souligner un fait marquant : la République Démocratique du Congo a une nouvelle fois démontré sa maîtrise des crises sanitaires, en parvenant à contenir et éradiquer une flambée d'Ebola en un temps record, confirmant notre contribution à la sécurité sanitaire régionale et mondiale.

Nous avons également poursuivi la lutte contre les grandes endémies avec des résultats significatifs :

► pour le VIH, une nette progression de la cascade de prise en charge ;

► pour le paludisme, 29,1 millions de cas pris en charge avec des performances élevées de dépistage et de traitement ;

► pour la tuberculose, plus de 291.158 cas dépistés avec un taux de succès thérapeutique de 95%.

Dans le même temps, nous avons pris en compte l'essor préoccupant des maladies non transmissibles - hyper-

(Suite à la page 11).

# Aucun accord ne consacre le partage de notre souveraineté

(Suite de la page 10).

tension, diabète, cancers, drépanocytose - et préparons des réponses plus intégrées, notamment avec la perspective d'un centre multidisciplinaire de cancérologie dès 2026. Enfin, l'année 2025 a posé des jalons importants vers une souveraineté pharmaceutique et un financement plus solide du secteur avec la production locale de 40.000 cures de tuberculostatiques par une firme congolaise, l'installation de 13 unités de production d'oxygène médical dans onze provinces, ainsi que le renforcement du financement domestique à travers la taxe de promotion de la santé et la mise en place progressive de mécanismes d'assurance maladie obligatoire. Je n'ignore pas les défis qui subsistent comme l'insécurité persistante dans certaines zones de l'Est, des inégalités encore marquées dans la répartition du personnel et du plateau technique, ainsi que des contraintes budgétaires qui appellent une mobilisation plus soutenue des ressources publiques et des partenariats. Mais le cap est clair. La santé s'installe progressive- ment comme une garantie publique concrète, et non plus comme une faveur réservée à quelques-uns.

En 2026, notre objectif sera d'accélérer le deuxième palier de la Couverture Santé Universelle, d'étendre la gratuité des accouchements et des soins néonatals à l'ensemble du territoire, de renforcer notre planification différenciée par province à travers le Master-plan Santé 2026, et de consolider la transformation numérique du système afin que la décision publique s'appuie sur des données fiables, accessibles et transparentes. La République ne peut être pleinement forte tant qu'une mère craint d'accoucher faute de moyens, tant qu'un enfant meurt d'une maladie évitable, tant qu'un citoyen s'éloigne des soins par pauvreté ou par distance. C'est pourquoi, avec le Gouvernement et l'appui de nos partenaires, nous poursuivrons sans relâche la construction d'un système de santé digne de notre peuple, à la hauteur de notre ambition nationale et de notre souveraineté retrouvée.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, La solidité de notre action sociale tient, avant tout, à la qualité et à la performance de l'administration publique qui la met en œuvre. C'est dans cet esprit que nous avons, en 2025, achevé une réforme structurelle de la fonction publique.

Nous avons achevé un chantier historique : l'identification biométrique de l'ensemble des agents de carrière des services publics, sur tout le territoire et jusque dans nos missions diplomatiques, assortie de la publication d'annuaires alphabétiques, en formats papier

et numérique. Pour la première fois, l'Etat dispose d'une vision exacte et exhaustive de ses effectifs : qui sert la Nation, où, et à quel titre ?

Ensuite, nous avons :

► relancé la mise à la retraite, avec plus de 15.000 agents partis dans des conditions améliorées d'indemnités de fin de carrière ;  
► engagé un rajeunissement qualitatif de l'administration, en renforçant la formation initiale et continue à travers l'École nationale d'administration ;  
► poursuivi la mécanisation massive des agents aux salaires et primes, dans le cadre d'une nouvelle politique salariale et de la réforme de la sécurité sociale des agents publics ;  
► accéléré la numérisation et la simplification des procédures, afin de rapprocher les services publics du citoyen et de réduire les délais et les tracasseries ;  
► promu l'égalité de genre et l'inclusion professionnelle des personnes vivant avec handicap au sein de l'administration. Nous partons d'un héritage lourd : près de 314.000 agents remplissent aujourd'hui les conditions de mise à la retraite. Pour traiter ce stock avec méthode et équité, un plan de départs échelonné sur dix ans a été arrêté. Il vise à organiser la relève, à promouvoir un rajeunissement fondé sur le mérite, et à préserver, dans le même temps, la soutenabilité de notre masse salariale.

Notre cap est sans ambiguïté : refonder une fonction publique performante, intégrée et à chaque Congolais et à chaque Congolaise - sur toute l'étendue du territoire - des services publics plus rapides, numériques, transparents et pleinement respectueux de leurs droits.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable Président du Sénat ; Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ; Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes,

L'Etat de droit n'est pas une proclamation ; il se juge à la façon dont la justice fonctionne pour les plus faibles comme pour les plus puissants. Au cours de l'année, le Gouvernement, en étroite collaboration avec le Conseil Supérieur de la Magistrature, a poursuivi la transformation progressive de notre système judiciaire, conformément au Plan National Stratégique de Développement, au Programme d'Actions du Gouvernement et aux recommandations des États généraux de la justice. Concrètement :

► l'Inspectorat Général des Services Judiciaires a été transformé en Inspection générale des services judiciaires et pénitentiaires, avec des attributions clarifiées et des moyens renforcés, afin d'assurer un contrôle effectif sur les magistrats et personnel judiciaire ;  
► des sanctions disciplinaires significatives ont été prises contre les magistrats et autres

agents fautifs, en particulier dans des dossiers de spoliation foncière et immobilière, traduisant notre volonté de rompre avec la culture de l'impunité au sein même de l'appareil judiciaire ;

► 2.500 nouveaux magistrats ont été recrutés, formés et intégrés dans le système de paie en vue de combler le désert judiciaire et de rapprocher la justice des justiciables sur l'ensemble du territoire. Ce mouvement de fond vise une magistrature plus intégrée, plus disponible, plus professionnelle, capable de restaurer la confiance de la population. L'Etat a investi dans des infrastructures judiciaires dignes de ce nom : construction du Palais de justice de Kalemie, construction du siège de la Cour constitutionnelle, réhabilitation du Palais de justice de Mbandaka et du Tribunal de grande instance de Tshikapa, construction de prisons modernes à Mbandaka et à Bunia, réhabilitation et modernisation du bâtiment principal du Palais de justice de Kinshasa/Gombe, abritant le Ministère de la Justice, le Secrétariat Général à la Justice, quelques juridictions, parquets et autres services judiciaires.

La justice ne peut être respectée que si elle se donne à voir comme un service public organisé, accessible et moderne. Plusieurs chantiers normatifs majeurs ont été engagés ou poursuivis :

► l'avant-projet de loi organique modifiant la loi n°13/011-B du 11 avril 2013 sur l'organisation, le fonctionnement et les compétences des juridictions de l'ordre judiciaire, afin d'intégrer les conclusions des États généraux de la justice ;  
► l'avant-projet de loi fixant les principes fondamentaux de la justice transitionnelle, transmis au Bureau de l'Assemblée nationale ;

► le Plan d'action national de troisième génération relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, élaboré, validé et en cours de vulgarisation.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable Président du Sénat ; Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ; Mesdames et Messieurs ;

Malgré les blessures infligées par la guerre et les convoitises sur nos ressources, notre pays continue d'assumer une responsabilité disproportionnée dans la stabilité du climat mondial. Pays de forêts tropicales primaires, de tourbières riches en carbone, d'une biodiversité et d'eaux douces exceptionnelles, la République Démocratique du Congo est l'un des coeurs vivants de la régulation climatique de la planète. Nous sommes un pays-solution - ce n'est pas un slogan, c'est un fait écologique. Mais nous ne pouvons plus être un pays-solution «à crédit moral». Le

temps où l'Afrique centrale protégeait en silence pendant que le monde consommait sans compter est révolu.

Mais la crise climatique n'est pas seulement environnementale ; elle est d'abord une crise de justice. Ceux qui ont le moins émis paient aujourd'hui le tribut le plus lourd. Nos populations font face aux inondations, aux sécheresses, à l'érosion, à l'insécurité alimentaire, tandis que les financements promis arrivent trop lentement, trop partiellement, trop conditionnellement. Corriger cette injustice est au cœur de notre action diplomatique et de notre agenda national. Ainsi, nous avons œuvré cette année à la consolidation de notre arsenal juridique et opérationnel (aménagement du territoire, foresterie communautaire, droits des peuples autochtones, régulation des marchés carbone) pour orienter durablement l'usage des sols et la valorisation de nos écosystèmes.

À l'initiative du Gouvernement, un Centre régional d'Excellence sur les Marchés du Carbone en Afrique est en lancement pour faciliter l'accès aux financements et garantir l'intégrité des transactions, en complément de travaux sur une taxe carbone et un marché interne destinés à sécuriser des ressources domestiques prévisibles. En outre, une Task-force « Économie circulaire et déchets » pilote l'industrialisation de la valorisation des déchets, avec un paquet d'allégements fiscaux ciblés pour moderniser les filières et soutenir leur viabilité. Ces chantiers installent un cadre moderne, transparent et protecteur des libertés et de l'investissement vert.

2025 restera surtout comme l'année où notre pays a franchi une étape historique avec la création du « Coulloir vert Kivu-Kinshasa », la plus grande aire protégée communautaire du monde. Crée par le décret n°25/101 du 15 janvier 2025, ce dispositif place la conservation avec les populations au cœur d'un développement sobre en carbone : une aire protégée à vocation communautaire d'environ 540.000 km<sup>2</sup> de forêts et plus de 100.000 km<sup>2</sup> de forêts primaires intactes, articulée à des corridors logistiques, énergétiques et agro-industriels.

L'ambition est double : protéger 100.000 km<sup>2</sup> de forêts primaires et créer des emplois et des revenus en substituant des activités légales et durables aux économies de guerre. Les objectifs assignés comprennent la création de 500.000 emplois, le transfert annuel d'un million de tonnes de denrées de l'Est vers l'Ouest, et la montée en puissance d'infrastructures sobres comme les brigades routières, les solutions d'énergies propres (dont 14 MW hydro supplémentaires et solaire urbain), la conversion de 12.000 foyers à la cuisson électrique, biodiesel (capacité 1,4 million de litres/

an), conception d'un système de transport intégré, incluant une compagnie aérienne dédiée, Fly Congo River, opérationnelle dès le premier trimestre 2026 pour la logistique et le tourisme dans le couloir.

Les perspectives 2026 prévoient l'extension des brigades sur 2.000 km de routes nationales, la construction de douze bases opérationnelles avancées de protection civile dans les zones ADF/NALU, des centres de formation professionnelle, une microfinance dédiée à l'entrepreneuriat agro-alimentaire et la mise en service de pistes et appareils légers pour desservir une vingtaine de villes aujourd'hui enclavées.

La gestion et la valorisation des déchets deviennent un pilier industriel et social : réduction à la source, collecte inclusive, transformation en ressources économiques et santé publique, d'emplois locaux et de réduction des émissions diffuses (bois-énergie, dépôts sauvages), qui renforce la résilience urbaine et la dignité des quartiers populaires.

Nous ne défendons pas la forêt contre notre peuple ; nous la défendons avec notre peuple, pour notre peuple et pour l'humanité. Les mécanismes « paiement au résultat », le partage des bénéfices, la reconnaissance des droits coutumiers et l'emploi local sont la condition de la durabilité. Sur la scène internationale, nous œuvrons avec le Brésil et l'Indonésie à la consolidation d'une alliance des trois grands bassins tropicaux. À ce titre, nous saluons, l'initiative brésilienne Tropical Forests Forever Facility (TFFF), dont la logique - paiements pérennes, fondés sur la performance, versés avec transparence - va dans le sens d'une valeur réelle attribuée aux services écosystémiques et d'un fléchage des bénéfices vers les premiers gardiens de la forêt, à savoir : les peuples autochtones, les communautés locales et les gestionnaires d'aires protégées. Nous souhaitons l'arrimage de ce mécanisme aux priorités nationales, en complément des outils que nous mettons en place, comme le Centre d'excellence carbone, le marché interne et l'économie circulaire, pour que chaque dollar mobilisé devienne hectares préservés, emplois créés et tonnes de CO<sub>2</sub> évitées chez nous.

Mes très chers compatriotes, La République Démocratique du Congo n'attend pas des aumônes : elle propose un partenariat. Nous sommes prêts à protéger nos forêts et à accélérer l'adaptation, si le monde accepte enfin de payer le juste prix de cette protection et de l'action locale. Nous sommes prêts à bâtir une économie décarbonée et inclusive, si les promesses se transforment en décaissements et en transferts de technologies. Nous sommes prêts à demeurer un pays-solution, mais dans un cadre de

(Suite à la page 12).

## Les défis immenses, les retards réels, les contraintes nombreuses

(Suite de la page 11).

justice climatique et de prospérité partagée. Par ailleurs, et pour soutenir cette ambition, je demande au Gouvernement et au Parlement de consolider la base juridique et budgétaire du Couloir vert Kivu-Kinshasa et des programmes d'adaptation urbaine et rurale, d'achever le paquet réglementaire sur les marchés carbone, la diligence raisonnable des chaînes d'approvisionnement et l'économie circulaire, afin de capter des financements nouveaux et de protéger nos écosystèmes, et d'institutionnaliser un tableau de bord public de la performance climatique et de l'économie verte, assorti d'une reddition de comptes annuelle devant la représentation nationale. Tel est le sens de notre engagement : transformer la nature en pacte de dignité pour nos populations, et la justice climatique en réalité vécue dans chaque territoire de la République.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale ; Honorable Président du Sénat ; Honorables Députés Nationaux et Sénateurs ; Distingués invités ; Mesdames et Messieurs ; Mes très chers compatriotes. Une Nation ne tient debout que si ses institutions sont solides, si son économie se transforme et - peut-être surtout - si son âme demeure vivante. Cette âme, ce sont nos langues et nos arts, nos mémoires et nos croyances, nos musiques et nos danses, notre littérature et notre contenu local. C'est là que se forge, par-delà les blessures de l'histoire et les défis du présent, la conscience intime d'être Congolais.

Cette année encore, nous avons poursuivi la vision que j'ai portée devant vous, celle de faire de la culture et de l'identité nationale un levier de cohésion, de rayonnement et de création de richesses. Grâce à notre coopération avec la République populaire de Chine, le Centre culturel et artistique pour l'Afrique centrale à Kinshasa, est désormais pleinement opérationnel - un lieu de formation, de création et d'innovation ouvert aux talents de toutes nos provinces, de la région, du continent et de la diaspora. Pour mieux protéger les artistes, leurs œuvres et leurs revenus, le Gouvernement met en place une structure publique de gestion collective des droits d'auteur et droits voisins. Alignée sur les bonnes pratiques de l'espace OHADA, cette réforme assurera le recouvrement effectif de la rémunération pour copie privée, ressource essentielle pour les créateurs et l'investissement culturel. Elle s'appuiera sur la coopération engagée avec l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et la Confédération Internationale des Sociétés d'Auteurs et Compositeurs, et associera les professionnels aux organes de

gouvernance selon des critères objectifs. L'urgence est réelle : nous répondons aux doléances trop longtemps ignorées des créateurs.

Pour la première fois depuis l'indépendance, notre pays s'est doté d'une Ordonnance-Loi encadrant le financement de la culture, la protection et la promotion des langues nationales et locales, la restitution des biens culturels sortis illicitement, l'économie de la culture et la promotion des arts (musique, lettres, cinéma, danse, etc.). Elle est complétée par un Décret fixant le statut de l'artiste et du professionnel de la culture - une avancée fondatrice. Nous avons renforcé notre présence diplomatique et culturelle en Amérique latine, en ouvrant un axe Sud-Sud stratégique avec le MERCOSUR (Uruguay, Brésil, Argentine) au service de nos industries créatives.

La République Démocratique du Congo déploie parallèlement un centre culturel à Paris, attendu d'ici janvier 2026. Ayant co-présidé les Consultations africaines à MONDIALCULT 2025, notre pays s'affirme comme acteur premier plan du multilatéralisme culturel et porte-voix africain pour l'intégration de la culture dans l'Agenda post-2030. Cette dynamique se poursuivra l'année prochaine avec, entre autres : reconnaissance nationale de la Rumba et du tissu kuba, la création du Grand Prix congolais du Livre - Valentin-Yves Mudimbe, la réglementation du secteur cinématographique, le répertoire numérique des arts et de la culture, la relance de la coopération au sein du Centre international des civilisations bantu (CICIBA), et la formalisation du bureau de liaison de l'Institut Goethe.

Notre priorité demeure la sauvegarde et la valorisation de notre patrimoine matériel et immatériel, ainsi que le soutien aux créateurs : inventorier, protéger, promouvoir - et faire de la culture un secteur créateur d'emplois, de revenus et de fierté nationale. Dans un contexte de guerre hybride et de désinformation orchestrée contre notre pays, le Gouvernement, avec l'appui du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, du Conseil national de cybersécurité et de l'Agence pour le développement du numérique, agit pour protéger notre espace informationnel des discours de haine, des manipulations et des campagnes visant à fracturer la cohésion nationale. Par l'élaboration d'une politique sectorielle de la communication et d'un avant-projet de loi sur l'organisation des médias, nous assumons une souveraineté narrative qui ne s'oppose pas à la liberté : elle la garantit en la mettant à l'abri des ingérences et des mensonges.

La mise en œuvre effective de l'Ordonnance-Loi n°23/009 du 13 mars 2023 sur la liberté de la presse et de l'information,

appuyée par des textes d'application relatifs à la création des médias et à l'accréditation des professionnels étrangers, installe un cadre moderne, transparent et protecteur des libertés. Dans le même temps, des mesures fiscales et parafiscales allègent les charges des médias, modernisent leurs outils et renforcent leur viabilité économique renforçant leur viabilité économique - car un média économiquement asphyxié ne peut être véritablement libre. La jeunesse, cœur de notre identité nationale, demeure une priorité stratégique. Les programmes portés par le Ministère de la Jeunesse - encadrement, formation civique, accompagnement entrepreneurial - offrent à nos jeunes des espaces de participation, de responsabilité et de projection. Dans un pays où plus de la moitié de la population est jeune, nous refusons de considérer cette réalité comme un risque ; nous la regardons comme notre plus grand atout, à condition de continuer à investir dans son potentiel, sa créativité et sa capacité à transformer le pays.

Honorables Députés Nationaux et Sénateurs, Mesdames et Messieurs, Le sport est pleinement reconnu comme un vecteur de cohésion nationale et de rayonnement international. En 2025, la gouvernance du secteur s'est renforcée avec la tenue d'un Atelier national réunissant les ministres provinciaux des Sports et la création d'une Commission de suivi des résolutions des États généraux du sport, tandis que notre pays a accueilli pour la première fois l'Assemblée générale de la Confédération Africaine de Football - un honneur particulier pour la Nation. Sur le terrain des infrastructures, la construction en cours de la Cité sportive olympique de Kisangani et le lancement de stades de proximité à Kinshasa, avec l'appui de l'Agence française de développement, dessinent le maillage sportif de demain. Nos athlètes, quant à eux, ont porté très haut le drapeau national, en remportant des médailles d'or aux championnats d'Afrique et aux compétitions mondiales - du scrabble aux luttes associées, en passant par les premiers Jeux scolaires africains - et en qualifiant nos Léopards à la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025. L'année s'achève d'ailleurs sur une note festive après la double performance de nos Léopards aux éliminatoires intercontinentaux qui ont eu lieu récemment au Maroc. Aujourd'hui, la République Démocratique du Congo n'est plus qu'à quatre-vingt-dix minutes d'une qualification historique à la Coupe du monde, cinquante-deux ans après notre seule et dernière participation. Je nourris la foi et la conviction que notre drapeau flottera au concert des

nations de football en 2026, aux Amériques. À travers chaque victoire, chaque podium, chaque hymne entonné à l'étranger, c'est la fierté d'être Congolais qui se renforce, au-delà de toute frontière politique ou communautaire. Par la culture et par le sport, nous consolidons le socle immatériel de notre Nation. Nous voulons un Congo qui ne subit plus les récits des autres, mais qui s'assume, se raconte et s'invente lui-même ; un Congo où chaque enfant, où qu'il soit né, voit dans le drapeau national non un symbole lointain, mais le miroir de sa propre dignité.

Honorable Président de l'Assemblée Nationale, Honorable Président du Sénat, Honorables Députés et Sénateurs réunis en Congrès, Mes Chers Compatriotes, Au terme de ce tour d'horizon, je veux d'abord rappeler une évidence : l'année qui s'achève n'a pas été de tout repos pour notre Nation. Nous avons continué à faire face à une guerre d'agression injuste, à la persistance des groupes armés, aux chocs économiques extérieurs, aux effets visibles des changements climatiques, aux attentes toujours pressantes de notre jeunesse, ainsi qu'aux exigences croissantes de transparence et de redégradabilité. Pourtant, malgré les vents contraires, la République Démocratique du Congo n'a pas cédé. Elle ne s'est pas résignée. Elle n'a pas renoncé à elle-même. Elle a résisté, elle a avancé, et elle a prouvé, une fois encore, que la force d'une Nation ne se mesure pas à l'absence d'épreuves, mais à la capacité de les surmonter sans perdre son âme. Aujourd'hui, plus que jamais, nous savons où nous allons, avec qui nous y allons, et comment y parvenir. Notre cap est clair : protéger, produire, rassembler. Protéger nos populations et nos frontières. Produire de la valeur ici, par le travail, la transformation locale et la bonne gouvernance de nos ressources. Rassembler la Nation autour d'un projet d'exigence, de justice et d'espérance. Notre trajet de transformation n'a pas encore atteint son rythme de croisière, je le sais. Elle comporte encore des lenteurs, des insuffisances, des retards et des erreurs que nous avons le devoir de corriger. Mais elle est guidée par une ambition stable et intangible : bâtir une République plus stable, plus moderne et plus prospère ; une République où la croissance se traduit en mieux-être réel pour chaque famille ; une République où nos ressources naturelles cessent d'être un objet de convoitise ou de conflit pour devenir un levier d'industrialisation, d'emplois et de justice sociale ; une République où la jeunesse trouve des opportunités à la mesure de son talent, de son audace et de ses rêves. À chaque Congolaise et à chaque Congolais, de nos villages les plus reculés aux

quartiers les plus densément peuplés de nos villes, je veux redire ma foi profonde en notre pays. Nous ne sommes pas condamnés à la fatalité de la guerre, du retard et de la pauvreté. Nous sommes capables de faire triompher la paix, de consolider la cohésion nationale et d'enraciner durablement l'État de droit. Oui, la République Démocratique du Congo est appelée à être un pays-solution pour l'Afrique et pour le monde : pays-solution pour le climat, par la puissance de nos forêts et de nos tourbières ; pays-solution pour la transition énergétique, par nos minerais critiques et notre potentiel hydroélectrique unique ; pays-solution pour la paix, par notre expérience, notre résilience et notre engagement en faveur d'un multilatéralisme juste et efficace.

Cette vocation n'est pas un slogan. C'est une responsabilité. Et elle exige de nous l'unité, la discipline collective, la vigilance morale et le courage du travail bien fait. En refusant la haine et la division, en combatant la corruption et l'impunité, en privilégiant la justice, la solidarité et l'excellence, nous pouvons transformer notre potentiel en prospérité partagée. Tel est le sens de mon engagement. Tel est le sens de l'action du Gouvernement. Je ne vous promets ni l'aisance sans effort, ni la réussite sans persévérance. Je vous promets un État qui protège, qui arbitre avec justice, qui paie ce qu'il doit et exige ce qu'il faut. Ensemble, faisons en sorte que nos engagements ne soient plus des annonces, mais des résultats mesurables, publiés et vérifiés - trimestre après trimestre - devant la Nation. Notre histoire nous a appris deux choses simples : nous ne sommes jamais condamnés et nous ne sommes grands que rassemblés. Alors choisissons, résolument, la vie, la dignité, le travail bien fait. Choisissons un Congo qui n'attend plus, mais qui avance - en paix, en justice et en solidarité.

C'est dans cet esprit que je réaffirme, devant vous et devant la Nation, ma détermination indéfectible à continuer à servir la République Démocratique du Congo, à protéger l'intégrité de son territoire, à défendre la dignité de son peuple et à ouvrir, pour nos enfants, un avenir de paix et d'espérance.

Je voudrais, pour finir, adresser cette prière à l'ensemble de la Nation congolaise : « Les ténèbres ne règneront pas toujours. République Démocratique du Congo lève-toi et sois éclairée, car ta lumière arrive ! » Que vive la République Démocratique du Congo ! Que Dieu bénisse la République Démocratique du Congo et son peuple !

Je vous remercie.  
Excellence Monsieur  
Félix-Antoine Tshisekedi  
Tshilombo,  
Président de la République.

# Trump Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**I**l est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépeché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minéraux, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartiennent au Panama et continuera à lui appartenir», déclare le président du Panama José Raul Mulin.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baissent considérablement et le Canada sera totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minéraux rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

international

oNatoutecrit

**Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale**

THE SOFT

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

**international**

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

# Paul Kagame pourra-t-il humilier Donald Trump ?

**S**'il admire la force - la puissance -, jusqu'à quand Donald Trump pourrait tolérer ce qui apparaît comme une tentative d'humiliation menée par les troupes rwandaises dans la province congolaise du Sud-Kivu ? Comment expliquer que le jour même - 4 décembre 2025 - où un accord de paix est signé à Washington par le président américain et ses homologues congolais et rwandais, les forces rwandaises aient avancé vers Uvira et aient

pris mercredi 10 décembre, la troisième ville de la province du Sud-Kivu, selon tous les médias du monde, citant leurs correspondants sur place ?

Comme à l'accoutumée, le Rwanda, nie tout, fait porter la responsabilité sur Kinshasa.

« La responsabilité des violations du cessez-le-feu, des attaques en cours et des combats en province du Sud-Kivu en RDC ne peut être imputée au Rwanda ». Dans un communiqué, le ministère rwandais des Affaires étrangères condamne les actions des armées congolaises et burundaises et de leurs alliés, qui « bombardent systématiquement des villages civils proches de la frontière rwandaise à l'aide d'avions de chasse et de drones d'attaque, ce que l'AFC/M23 affirme être contraint de contrer ».

Le Rwanda serait-il devenu le porte-parole officiel de l'AFC/M23 ? Que dire des déclarations faites au même moment par l'un des chefs de l'AFC/M23, l'ancien



Washington, 4 décembre 2025. Signature de l'accord de paix par les trois présidents, Donald Trump, Paul Kagame, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en présence de dirigeants africains. DR.

sénateur congolais Moïse Nyarugabo Muhizi Mugayo - un Tutsi Munyamulenge - qui, depuis que l'alliance AFC/M23 s'est formée, est sur toutes les plateformes. Dans son dernier message, Moïse Nyarugabo Muhizi Mugayo ne dément pas la présence des troupes pro-rwandaises à Uvira. Il appelle plutôt la population « à rester calme, à ne pas avoir peur des troupes qui arrivent puisque ces troupes ne veulent aucun mal à la population ». Qui pourrait s'imaginer que les rebelles AFC/M23 puissent prendre une ville sans le « go head » de Kigali ?

Mardi 9 décembre, la porte-parole du gouvernement rwandais, Yolande Makolo, avait qualifié de « mensonges » les accusations contre le Rwanda proférées par le porte-parole du gouvernement congolais Patrick Muyaya Katembwe.

« Le retrait des troupes rwandaises était une condition. Au lieu de cela, nous faisons face à des attaques venues du territoire rwandais, avec des drones suicides et des bombard-

lés la première à le violer », a-t-elle écrit sur son compte X (ex-Twitter).

« Depuis dimanche, les bombardements et tirs de drones kamikazes viennent du territoire rwandais, de Bugarama. Ils ciblent des hôpitaux, des centres de santé, des maisons d'habitation », avait affirmé Patrick Muyaya Katembwe, parlant d'une violence inouïe visant à « semer la mort et la désolation ». Plusieurs civils auraient été tués et de nombreux autres blessés.

« L'accord de paix signé le 4 décembre devait garantir le respect de l'intégrité territoriale et l'arrêt des hostilités. Six jours après, le constat est amer », a déploré Patrick Muyaya Katembwe accusant Kigali d'avoir violé les engagements pris.

« Le retrait des troupes rwandaises était une condition. Au lieu de cela, nous faisons face à des attaques venues du territoire rwandais, avec des drones suicides et des bombar-

dements visant des civils ».

Mardi soir 9 dé-

cembre, les rebelles de l'AFC/M23 étaient signalés à Kavimvira, dans la banlieue nord d'Uvira. Ils ont fait leur entrée dans la ville peu avant midi, mercredi 10 décembre.

#### DEVOIR DE MÉMOIRE.

Des habitants joints par Rfi, Radio France Internationale, ont vu des hommes armés AFC/M23 dans le nord de la ville. Selon un rapport documenté des experts des Nations unies, l'armée rwandaise de Rwanda Defence Force, RDF, a déployé entre 6.000 à 7.000 hommes sur le territoire congolais.

Plusieurs habitants d'Uvira disent les avoir vus mercredi 10 décembre en milieu de matinée, progresser à pied. Des vidéos authentifiées par Rfi montrent clairement devant le bâtiment du Gouvernorat, à Kiromoni, tout près de la frontière burundaise. Dans plusieurs

quartiers, des tirs ont été signalés, notamment là où des combattants Wazalendo restent visibles. Des échanges de tirs ont aussi été rapportés à Mulongwe. Mercredi 10 décembre, à la mi-journée, l'AFC/M23 a revendiqué le contrôle de la ville.

Des informations démenties par le gouverneur (congolais) de la province Jean-Jacques Purusi Sadiki, installé à Uvira, depuis la prise de Bukavu par l'alliance AFC/M23/RDF.

Il se trouverait à Bujumbura, au Burundi accompagner des blessés que les hôpitaux d'Uvira, déjà saturés, ne pouvaient plus prendre en charge et prévoit de se rendre dans la journée du côté des camps de réfugiés avant de revenir à Uvira.

Mercredi 10 dé-

cembre, la ville tournait au ralenti. Ni école, ni marché, très peu de motos, et les prix des courses ont doublé, parfois triplé. Certains habitants ont tout de même tenté de sortir,

mais beaucoup ont pris la route de la frontière burundaise. Plusieurs milliers de personnes ont traversé tôt la frontière burundaise, à moto, en voiture, en bus ou à pied.

« Le Rwanda doit être tenu pleinement responsable du respect des termes de l'accord qu'il a signé avec la RDC à Washington la semaine dernière. Ces engagements ne sont pas facultatifs et les Etats-Unis exigent leur application. Les dirigeants mondiaux doivent se joindre aux Etats-Unis pour condamner sans réserve les actions du Rwanda », écrit le Département d'Etat américain sur son compte X @House-Foreign Affairs GOP qui publie la photo de cette signature et le drapeau du Rwanda.

Paul Kagame oserait-il énerver Donald Trump ? Lui qui - devoir de mémoire - lors de la Seconde Guerre du Congo (1998-2003), sous le républicain George W. Bush, reçut

Signe avant-coureur ? Les dirigeants rwandais qui déclarent qu'il est désormais clair que la RDC n'a jamais été prête à s'engager pour la paix, appellent désormais à un retour à la mise en œuvre complète des accords signés à Washington.

Sauf impossible, il faut s'attendre que ce coup de gueule des pro-rwandais au Sud-Kivu soit de très courte durée.

ALUNGA MBUWA ■

# Ces trois grandes nouveautés qui font du bruit dans la technologie et l'univers du jeu vidéo

**M**ise en lumière de trois grandes nouveautés qui font parler dans l'univers du jeu vidéo et de la technologie. ASUS et Xbox lancent le ROG Ally X, une console portable Windows améliorée et le dispositif portable officiel de l'écosystème Xbox.

Il intègre Game Pass et Xbox Cloud Gaming, permettant de continuer des parties entre console de salon et portable, et supporte les jeux Steam, Epic Games ou Xbox sous Windows 11.

Apple dévoile l'iPhone 17 Pro, optimisé pour le jeu, avec la puce A19 Pro pour exécuter des jeux AAA localement, un écran ProMotion 120 Hz, un refroidissement par chambre à vapeur, et la compatibilité GeForce Now, Xbox Cloud et DualSense.

Google présente le Pixel Fold 10 Pro, un téléphone pliable haut de gamme avec processeur Tensor G4, écran OLED 7,9 pouces 120 Hz, charnière robuste, caméra IA de 50 Mpx, idéal pour la productivité et le divertissement.

Les ROG Xbox Ally et ROG Xbox Ally X sont désormais disponibles, prêtes à vous accompagner partout, pour avoir sous la main vos jeux, où que vous soyez. Conçues en partenariat avec ASUS et AMD, ces nouveaux appareils portables réunissent la puissance de l'expérience Xbox et la liberté de Windows, pour que vous puissiez jouer à votre manière, quand et où vous le voulez.

Chez Xbox, l'ambition est simple : offrir plus de liberté aux joueuses et joueurs pour qu'ils profitent de leurs jeux à tout moment. Les ROG Xbox Ally ont été pensées pour rendre cette expérience plus fluide, plus flexible et plus amusante que jamais. Votre univers Xbox vous suit où que vous alliez, votre bibliothèque, votre progression,



De haut en bas, de gauche à droite, le ROG Ally X de ASUS et Xbox, l'iPhone 17 Pro de Apple, le Pixel Fold 10 Pro de Google. DR.



vos amis et vos succès sont toujours à portée de main. Et pour la première fois, vous pouvez jouer à encore plus de vos jeux Xbox, y compris ceux issus des grandes plateformes PC Windows, le tout réuni sur un seul appareil. Que vous jouiez en local, en streaming depuis votre console Xbox, ou via le cloud, toutes les manières de jouer sont possibles ! L'enthousiasme pen-

dant la période de précommande a été incroyable et la disponibilité peut varier selon les revendeurs et le modèle choisi. Après plusieurs générations d'iPhone Pro testé pour Android, après les 15 Pro, les 16 Pro, et récemment le Pixel 10 Pro et l'iPhone 16 Pro, place à un châssis aluminium plus massif avec ce fameux «plateau caméra». Ce qui est intéressant surtout, c'est de savoir si Apple a enfin

révolutions rares. Mais rien de tel avec l'iPhone 17 Pro. Qu'est-ce qui va vraiment changer cette fois ? La première chose qui frappe, c'est ce design. Apple a pris des risques, et ça se voit. Fini le titane des iPhone 15 Pro et l'iPhone 16 Pro, place à un châssis aluminium plus massif avec ce fameux «plateau caméra». Ce qui est intéressant surtout, c'est de savoir si Apple a enfin

résolu les points noirs qui agaçaient sur les générations précédentes. L'autonomie moyenne du 16 Pro, la chauffe lors des sessions photo-vidéo intensives, cette impression parfois frustrante que l'iPhone Pro ne justifiait pas vraiment son surcoût par rapport au modèle standard, et enfin le zoom qui n'était pas au niveau de ce que l'on trouve sur Android.

Quid du Pixel Fold 10 Pro ? Annonce : «Aujourd'hui, nous annonçons le Pixel 10 Pro Fold, notre téléphone pliable le plus durable à ce jour. Le Pixel 10 Pro Fold représente le meil-

leur de l'ingénierie de Google et est doté d'une nouvelle charnière sans engrenage, d'améliorations importantes de l'appareil photo, de performances incroyables et de nouveaux outils d'IA utiles propulsés par notre processeur Tensor G5. Matériel mis à niveau. Fabriqué en aluminium de qualité aéronautique, ce téléphone au nouveau design épuré se décline en deux couleurs : pierre de lune et jade. Il est doté d'une nouvelle charnière sans engrenage deux fois plus durable que celle du Pixel 9 Pro Fold, et offre même un indice de protec-

tion IP68 contre l'eau et la poussière, une première pour un appareil pliable. Cela signifie que votre téléphone bénéficiera de la même protection que les autres téléphones Pixel 10. Nous avons également repensé l'écran Super Actua Flex pour le rendre plus durable. L'écran est conçu avec du verre ultramince et deux couches de pellicule antichoc pour une protection accrue contre les chutes. Ces mises à niveau, combinées à la nouvelle charnière, garantissent que le Pixel 10 Pro Fold peut supporter plus de 10 ans de pliage».

## METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS  
REMPLEI MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUI, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE  
VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

# Cette arrière-petite fille de la Willys Jeep

**I**'ironie : si l'apocalypse climatique annoncée par les prophètes survient un jour, c'est bien au volant d'un pollueur indestructible comme la Wrangler que vous voudrez fuir. Citadins, passez votre chemin : une Jeep Wrangler n'a rien à faire en ville.

Avec son 1,90 m de haut et ses presque 4,9 m de long, la Jeep Wrangler transforme chaque parking sous-terrain en chambre de torture.

Mais dès qu'on quitte le milieu urbain, c'est une tout autre histoire...

La Wrangler est l'arrière-petite-fille de la Willys Jeep originelle, célèbre sur tous les fronts, d'Arromanches à Bastogne.

Elle a le même statut de légende que le Land Rover Defender et la Mercedes Classe G, statut qu'elle affiche par un look intemporel, inusable.

Et depuis son renouvellement de 2018, elle est aussi devenue une bien meilleure voiture. Exactement comme la Classe G, en fait.

On reconnaît principalement la nouvelle Jeep Wrangler aux bandes de feux de jour LED qu'elle porte sur les ailes avant. Mais pour le reste, elle conserve cette allure classique, avec ses phares placés proches l'un de l'autre dans la calandre. À bord, c'est surtout le petit pare-brise qui place l'ambiance, une ambiance cosy. Et malgré ses dimensions assez modestes, on n'a jamais l'impression d'être à l'étroit. Le combiné d'instruments



Avec son 1,90 m de haut et ses presque 4,9 m de long, la Jeep Wrangler 2.0 L T 272 CH 4X4 BVA8 RUBICON transforme chaque parking sous-terrain en chambre de torture. Mais dès que l'on quitte le milieu urbain, c'est heureusement une tout autre histoire. DR.



associe des compteurs classiques et un petit écran central.

Le système multimédia UConnect du groupe FCA n'est pas le meilleur du marché, mais il est dans la bonne moyenne. Sa plus grosse lacune concerne la navigation, les utilisateurs d'iPhone trouveront donc le

salut via la fonction Apple Car Play.

**VRAI 4X4.** Les deux leviers du tunnel central annoncent la couleur : ceci est un vrai 4x4. En conditions normales, la transmission arrière suffit. Par mauvais temps, on peut engager la

transmission intégrale permanente, tandis qu'on gardera les rapports courts pour le vrai travail de franchissement.

Le toit souple est garant d'un vrai look «Safari», mais génère évidemment un raffut non négligeable sur autoroute. Cela dit, on fait volontiers

avec, car ça fait partie de l'identité authentique du Wrangler qui, pour un 4x4 «à l'ancienne», s'avère plutôt confortable sur route.

**OFFROAD.** Nul ne doute évidemment de ses capacités en tout-terrain, mais en vérifiant qu'en

effet, quand la terre vient envahir l'asphalte, la Jeep est impressionnante.

Des routes transformées en torrent de boue ? Du gâteau ! Les roues profondément enfoncées dans la gadoue parce qu'il faut céder le passage à un véhicule venant en sens

inverse ? Les doigts dans le nez. Avec une autre voiture, les routes des environs envalées de coulées de boue suite à d'intenses pluies auraient vraiment posé problème. Et, on y revient : quelle ironie de voir que plus le climat fera des siennes, plus nous aurons besoin de véhicules comme la Jeep Wrangler. Il faisait froid. Nous avons essayé une version à moteur 4 cylindres 2.0 essence turbo, fort de 272 ch et 400 Nm, et associé à une boîte auto 8 rapports. Une combinaison très agréable à l'usage, mais pas forcément très économique.

La moyenne de notre essai a été de 11,1 l/100 km,

mais avouons-le :

par des froides journées, il faut souvent utiliser les sièges chauffants,

et même le volant chauffant.

Que dire ?

La version 4 portes de la Wrangler est bien plus pratique qu'on ne l'imagine.

On s'habitue vite à la portière donnant accès au coffre, et à la vitre arrière qu'il faut aussi relever si nécessaire. C'est justement cette simplicité qui rend la Wrangler si attachante. C'est une bête de somme sans froufrous, toujours joyeusement prête à tout.

C'est en quelque sorte votre Jolly Jumper personnel.

Que vous optiez pour le 2.0 essence ou le 2.2 diesel, les tarifs sont les mêmes : à partir de 53.650€ pour une version 2 portes, ou 56.150€ pour une version 4 portes. Alors ? Quel choix avez-vous fait ?

Très intéressant. Amateur de véhicules, faites-le nous savoir au plus vite. Nous apprécierons.

avec AGENCES ■



# Lorsque ce moment tarde ou ne vient pas

**L**'éjaculation tardive se caractérise par une difficulté voire une incapacité à éjaculer. Faire l'amour devient fastidieux voire ennuyeux. Ce problème peu fréquent peut se soigner. L'éjaculation tardive, aussi appelée éjaculation retardée, est une difficulté voire une impossibilité à éjaculer après un long moment, malgré une stimulation sexuelle suffisante et répétée. Une stimulation pénienne intense et la pénétration du vagin n'y change rien. Le rapport sexuel dure un long moment, le pénis en érection est stable, et pourtant, l'éjaculation est difficile voire impossible. L'homme a alors le sentiment d'un acte laborieux et se sent frustré. Évidemment, cela peut arriver à n'importe quel homme de ne pas parvenir à éjaculer ponctuellement. Cela pose problème et devient un véritable trouble de l'éjaculation lorsque cette incapacité éjaculatoire est persistante et récurrente.

On distingue trois niveaux d'intensité dans la manifestation des éjaculations tardives : les hommes qui n'arrivent jamais à éjaculer. On parle alors d'anéjaculation. Les hommes qui parviennent à éjaculer seulement lors de la masturbation masculine. Enfin, les hommes qui arrivent à éjaculer, mais difficilement et après une relation sexuelle particulièrement prolongée. Par ailleurs, il existe l'éjaculation tardive primaire présente depuis toujours et l'éjaculation tardive secondaire qui arrive après une période sans difficulté. Contrairement à l'éjaculation précoce, l'éjaculation tardive est un trouble sexuel peu fréquent. Elle



La difficulté ou l'incapacité à éjaculer est peu fréquent mais peut se soigner. DR.

représente 3% des troubles sexuels masculins. Enfin, l'éjaculation masculine est un processus différent de l'orgasme. Bien que complémentaires, ils sont indépendants. Ainsi, les hommes n'arrivent pas à éjaculer peuvent toutefois avoir des orgasmes appelés «orgasmes à sec».

**LES CAUSES.** Si elles sont souvent d'ordre psychologique ou comportemental, les éventuelles causes de l'éjaculation tardive peuvent être diverses et variées :

■ L'âge : des troubles de la sensibilité de la verge apparaissent. Le pénis devient de moins en moins sensible avec l'âge. ■ La stimulation est alors plus fastidieuse et l'éjaculation plus difficile.

■ Une maladie sous-jacente : des problèmes de thyroïde ou de diabète peuvent causer l'éjaculation tardive ; de même que les maladies neurologiques comme la sclérose en plaques.

■ Une malformation : de l'appareil génital ou du gland.

■ Des médicaments : certaines molécules agissent sur le réflexe éjaculatoire. C'est le cas par exemple des antidépresseurs, des antipsychotiques ou des antihypertenseurs qui peuvent causer une éjaculation tardive.

■ L'alcoolisme : une consommation excessive d'alcool peut entraîner des troubles

de l'éjaculation.

■ La masturbation :

les hommes qui se masturbent beaucoup peuvent avoir plus de mal à éjaculer lors des rapports sexuels.

■ Le retardement répété de l'éjaculation :

abuser de la technique du stop and go peut finalement mener à des troubles de l'éjaculation.

■ Le manque de lâcher-prise : un homme qui ne se laisse pas aller peut avoir du mal à éjaculer. Cela peut être dû à une retenue psychique ou la peur de mettre sa partenaire enceinte par exemple.

■ La cause de l'éjaculation tardive peut également être situationnelle (liée à une situation en particulier).

**LÂCHER PRISE.**

Les hommes souffrant d'absence d'éjaculation mais ayant un orgasme peuvent penser qu'ils souffrent en réalité d'éjaculation rétrograde. Ce trouble de l'éjaculation se caractérise par une éjaculation dont le sperme n'est pas expulsé. En effet, celui-ci est évacué dans la vessie au lieu de sortir par le méat urinaire.

Cela peut arriver, entre autres, lorsqu'un homme subit une opération de la prostate. Toutefois, la présence de sperme dans les urines n'est pas du tout dangereuse pour la santé. Afin de différencier les deux situations lors du diagnostic,

on peut effectuer un prélèvement d'urine après que l'homme ait éjaculé. Si un grand nombre de spermatozoïdes y sont présents, alors il s'agit d'une éjaculation rétrograde. Dans le cas contraire, il s'agit probablement d'une éjaculation tardive ou anéjaculation avec orgasme.

Comment diagnostiquer et traiter l'éjaculation tardive ? Des examens, tels que des tests neurologiques, peuvent être menés à la recherche de causes organiques. Une éjaculation tardive peut en effet être le symptôme d'une maladie sous-jacente.

S'il s'agit d'une éjaculation tardive primaire, c'est-à-dire qui est présente depuis les premières relations sexuelles du patient, des examens morphologiques sont pertinents. Des échographies et examens d'imagerie pourront mettre en évidence une malformation par exemple. Le plus souvent, il s'agit de causes comportementales ou psychologiques.

Le patient doit alors consulter un psychologue ou un sexologue. Un travail sera alors fait sur l'inhibition psychologique pour retrouver le chemin de l'orgasme et de l'éjaculation. Cela peut se faire en apprenant à lâcher prise via des séances de relaxation par exemple.

Les comportements pourront également être corrigés. Quoi qu'il en soit, il faudra y aller par étapes. Le

sexologue peut alors proposer un système de paliers. Le patient réapprend à éjaculer seul lors d'une masturbation ; puis, il tente de jouir avec l'aide de sa partenaire ; puis, il introduit une pénétration vaginale au dernier moment, juste avant l'éjaculation, etc ; jusqu'à retrouver une vie sexuelle épanouie et sans difficulté.

Par ailleurs, la survenue d'un événement stressant comme l'infidélité du partenaire ou le fait d'être surpris en plein ébat provoque parfois l'éjaculation tardive.

Si, en plus de ne pas parvenir à éjaculer, le patient n'a jamais d'orgasme, alors, il faut chercher une cause neurologique, endocrinienne ou médicamenteuse. Celle-ci sera alors traitée et le trouble de l'éjaculation disparaîtra par la même occasion. En cas d'orgasme systématique mais d'absence d'éjaculation, une cause physique peut être trouvée. On constate parfois une aspermie, une obstruction des canaux ou une éjaculation rétrograde.

Les troubles de l'éjaculation ? Outre l'éjaculation tardive ou retardée, les hommes peuvent souffrir d'autres troubles de la sexualité liés à l'éjaculation, plus ou moins fréquents.

■ L'éjaculation précoce par exemple se définit par l'impossibilité de retenir l'éjaculation. Celle-ci arrive trop rapidement pour que l'acte sexuel soit satisfai-

te. Cela doit être systématique et persister depuis plusieurs semaines ou mois. Le critère psychologique a aussi une place très importante.

Si le sujet vit bien le fait d'éjaculer très rapidement, sans se maîtriser, alors tout va bien. L'éjaculation prématuée n'est pas dangereuse pour la santé. En revanche, si cela est source de mal-être et/ou de souffrance, alors cela devient un trouble de l'éjaculation. En cela, l'éjaculateur précoce doit être pris en charge pour retrouver une sexualité épanouie.

Il s'agit du trouble de l'éjaculation le plus fréquent. Les études montrent que l'éjaculation prématuée concerne environ 20 à 30 % des hommes. Les jeunes hommes peuvent parfois éjaculer trop vite lors de leurs premières relations sexuelles. Dans ce cas, le souci se résout de lui-même, au fur et à mesure, grâce à l'expérience. L'éjaculation va alors survenir après un délai très raisonnable. L'éjaculation précoce se soigne très bien. Des traitements médicamenteux efficaces et reconnus existent. On retrouve le Priligy, médicamente par voie orale, disponible en pharmacie sur ordonnance. Il y a aussi le Fortacin, traitement en crème ou spray à application cutanée locale, disponible en pharmacie sans ordonnance. Ils permettent de retarder l'éjaculation et, ainsi, d'avoir une sexualité plus satisfaisante. Il est recommandé de vous les faire prescrire par un médecin bien au fait de vos antécédents médicaux pour éviter des effets secondaires trop intenses ou des contre-indications.

Des solutions non médicamenteuses existent. Il est possible de tonifier le périnée (muscle situé entre le scrotum et l'anus) afin d'avoir davantage de maîtrise lors de l'éjaculation. En cas d'éjaculation rapide liée à des facteurs psychologiques, une sexothérapie est

fortement recommandée. Elle permet de mieux gérer ses émotions et, ainsi, de lâcher prise lors des ébats.

■ La masturbation exploratoire est aussi un bon moyen de repérer votre point de non-retour, le moment où la jouissance est imminente. Vous pourrez ensuite agir avant qu'il ne soit trop tard pendant les rapports en faisant redescendre votre niveau d'excitation sexuelle.

■ Les préservatifs retardants sont de bons moyens de tenir plus longtemps au lit. Pour les hommes souffrant d'éjaculation précoce, il existe une thérapie digitale qui, en 90 jours, permet de reprendre le contrôle de l'éjaculation et faire durer davantage des rapports sexuels.

■ L'aspermie se définit par l'absence d'émission de sperme lors de l'éjaculation. L'orgasme et la phase d'expulsion sont pourtant bien présents. On parle d'orgasme à sec. Les causes peuvent être diverses et c'est une consultation de sexologie chez un médecin qui permettra de les déterminer :

■ Médicamenteuses : la prise de certains médicaments tels que des antidépresseurs, Paroxétine, Fluoxétine, Citalopram, Fluvoxamine, etc., ou des alpha-bloquants Tamsulosine, etc., peut entraîner une absence d'éjaculation. Les neuroleptiques peuvent aussi être à l'origine d'une anéjaculation, accompagnée d'une anorgasmie, absence d'orgasme.

■ Congénitales : l'absence d'émission de sperme peut être due à une absence des canaux déférents, les canaux qui conduisent le sperme. S'il s'agit de la cause congénitale la plus fréquente, des anomalies des canaux de Müller ou des canaux éjaculateurs peuvent aussi être à l'origine d'aspermie dans de plus rares cas. Le diagnostic se fait alors au moyen d'une échographie prostatique. etc.

# Poutine se prépare à attaquer l'Europe ?

**S**ergueï Karaganov, l'un des plus proches de Vladimir Poutine fait des déclarations qui donnent le tournis aux Européens.

Des propos faits le 5 décembre sur la 1<sup>re</sup> chaîne russe (Pervyj Kanal), à la nouvelle émission intitulée : « À quoi s'attendre ? ». L'idéologue russe y était d'emblée dépeint par la présentatrice comme l'une de ces personnalités « auxquelles nous accordons toute notre confiance » - autrement dit, l'une de ces personnalités parfaitement conformes aux ambitions politiques et militaires du pouvoir russe. Sergueï Karaganov serait, de surcroît, un intellectuel « pour lequel la guerre est aussi un objet de science ». Une volée d'injures à l'égard des élites européennes abâtardies et corrompues, que seule la mise à exécution des menaces nucléaires ferait, peut-être, revenir à la raison. La guerre Russie-Europe a-t-elle déjà commencé ? « Simplement, nous ne l'appelons pas encore ainsi. Notre véritable adversaire est bien l'Europe, et non la malheureuse Ukraine, misérable et manipulée. N'étant pas président, je peux dire franchement que cette guerre ne prendra fin que lorsque nous aurons infligé à l'Europe une défaite morale et politique, lorsque ces élites européennes qui ont aujourd'hui perdu la raison cesseront leur course folle à la guerre mondiale. Il n'est pas certain que nous puissions parvenir à une paix stable et définitive, à une stabilisation profonde de la situation, car l'Europe finira par se désagréger et redevenir ce qu'elle a toujours été : un dépotoir d'États qui se font la guerre en permanence tout en fomentant alentour d'eux la guerre, le colonialisme et le racisme - du moins par le passé



Le président russe Vladimir Poutine prépare-t-il une guerre contre l'Europe? DR.

: aujourd'hui, ils ne peuvent même plus se permettre le colonialisme ». « L'Europe n'est clairement plus le havre de paix que nous avions cru y voir. Elle est redevenue l'expression la plus absolue du Mal qui ronge l'humanité. Les Européens ont oublié leur histoire monstrueuse, les péchés mortels dont ils se sont rendus coupables devant l'humanité. J'espère que nous n'aurons pas à les ramener à la raison en employant pour cela l'arme la plus terrible qui soit ». « Personnellement, je regrette que nous ayons autant attendu pour lancer cet ultimatum, mais je comprends en même temps nos hésitations morales et politiques. Nous savons désormais à qui nous avons affaire. Nous savons aussi que, sans cet ultimatum, voire sans mise à exécution au moins partielle de cette menace, nous ne parviendrons pas à mettre fin à ces cinq siècles de guerres européennes et d'agressions de l'Europe contre la Russie. Malheureusement, nous faisons face à l'heure actuelle à une élite européenne tout à

faire irresponsable, enragée et abrutie, ainsi qu'à une population profondément intoxiquée. Bien sûr, ce n'est pas le cas de tous les Européens, mais la propagande que l'on déploie aujourd'hui en direction des Européens ordinaires est pire que celle qu'a connue l'Europe, qu'a connue l'Allemagne à la veille et au début de la Seconde Guerre mondiale, la Grande Guerre patriotique. Nous devons porter un regard réaliste sur la situation, tout en espérant qu'ils reviendront à la raison sans que nous ayons à recourir pour cela à un arsenal de destruction massive ». « Pendant de longues années, nous avons cru aux mythes qu'on nous ressassait : que la démocratie est le meilleur des systèmes de gouvernement et que ce système permet d'éradiquer toute forme de corruption. En réalité, l'Europe est profondément corrompue et la démocratie est avant tout un moyen, et même le moyen le plus efficace, qu'ont trouvé en Europe les ploutocraties pour gouverner leurs propres sociétés. Il a fallu la crise actuelle

pour que tout cela remonte à la surface, mais il en a toujours été ainsi. La majorité des politiciens européens étaient déjà des corrompus dépourvus de principes, ouverts au plus offrant. Plus récemment s'est surajoutée une chute catastrophique du niveau intellectuel des élites ». « Cela dit, il reste quelques États, que, d'ailleurs, on appellera difficilement « européens », au sens péjoratif où j'utilise le terme, il reste donc certains cercles avec lesquels nous devons continuer de collaborer. Nous avons besoin de ce marché, qui représente pour la Russie une source de revenus et l'un des piliers de notre prospérité ». « Le début des négociations est une excellente chose, mais il ne s'agit pour l'heure que de chercher à obtenir une cessation des combats ; or, je n'imagine pas qu'une solution toute provisoire de ce genre puisse mettre un terme définitif au conflit entre la Russie et l'Europe en Ukraine. Elle présentera toutefois l'insigne avantage de préserver les vies de nos concitoyens, d'accumuler des

forces pour la suite, et de nous préparer ainsi à une nouvelle étape de la confrontation - qui n'aura peut-être pas lieu, mais qui reste très probable. À moyen terme, nous devons bien comprendre que cette guerre en Europe profite directement aux Américains, qu'elle leur est bénéfique, ne serait-ce qu'à travers la vente d'armes. Ils ont pris leurs distances à la seconde où ils ont compris qu'elle pouvait se terminer par une catastrophe nucléaire sur leur propre territoire. Telle est la raison pour laquelle Trump voudrait aujourd'hui terminer cette guerre : les profits s'amenuisent à mesure que les risques augmentent. Sur l'échiquier actuel, Zelensky n'est qu'un pion, à la rigueur un fou : il ne vaut rien. Un scandale a éclaté parce que les Américains, qui ont fondé et qui contrôlent encore cette agence NABOU, le Bureau national anti-corruption d'Ukraine. Il est évident que Zelensky sera écarté ou qu'il se retirera de lui-même. Ou peut-être même qu'il sera assassiné, nous verrons bien ».

**Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.**

**FINANCE PRESS GROUP**  
RCCM  
KIN/RCCM/15-A-27926  
Id. Nat.  
01-93-N00932M

**Le Soft International**  
Global site  
lesoftonline.net  
lesoft.be  
Kin's  
kin-s.net  
LeSoftConcept  
LeWebSoftConstruct  
InterCongoPrinters  
RadioTéléAction  
Masimaniba.  
Grand Bandundu  
info@lesoft.be  
SIP-AFRIMAGES  
B-1410 Belgique.  
Tél 00-32-488205666.  
Fax 00-322-3548978.  
eFax 00-1-707-313-3691

**DIRECTEUR GÉNÉRAL.**  
Yerkis Muzama Muzinga.  
Phone +243-818371479.

Directeur associé  
Yves Soda.

**RÉDACTION.**  
T. Matotu  
D. Dadei  
Alunga Mbuwa.

**DIRECTION COMMERCIALE.**  
Phone +243-818371479.

**Directeur de la publication.**  
Mankana Makasi.  
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.  
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/ L'Express. Knack.  
© Copyright 2025 FINPRESS.  
Imprimé à Kinshasa  
InterCongoPrinters

**Authorisation de diffusion en R-DC.**  
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.



## L'aide à l'Ukraine s'effrite

**A**lors que Volodymyr Zelensky est sous pression de l'administration américaine pour qu'il accepte le plus vite possible un accord de paix avec la Russie, l'institut de recherche allemand Kiel Institute prévient que l'aide militaire à l'Ukraine pourrait atteindre son plus bas niveau cette année.

Selon l'institut de recherche allemand, les Européens,

qui fournissent désormais l'essentiel de cette aide, ne parviennent plus à compenser l'arrêt de l'aide américaine. L'année avait pourtant bien commencé. En juin, l'institut allemand soulignait que les pays européens avaient réussi à compenser le désengagement américain après le retour à la Maison Blanche de Donald Trump. Mais l'élan n'a pas pu être maintenu. Les engagements européens se sont effondrés entre juillet et octobre, atteignant seulement 4,2 mil-

liards d'euros, un niveau insuffisant pour compenser l'arrêt brutal du soutien américain. Résultat : avec 32,5 milliards d'euros alloués sur les dix premiers mois, l'année 2025 pourrait devenir la plus faible en termes de nouvelles aides depuis le début de l'invasion russe. Le rapport note de fortes disparités au sein de l'Europe. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni ont nettement augmenté leurs contributions. Les pays nordiques restent en tête si l'on rapporte le volume

d'aide à la taille de leur économie. À l'inverse, l'Italie a réduit ses engagements de 15% et l'Espagne n'a envoyé aucune nouvelle aide cette année. Pour atteindre le niveau des années précédentes, il faudrait dégager 9 milliards d'euros supplémentaires d'ici à la fin de l'année. Les Européens cherchent toujours un mécanisme de financement, notamment en utilisant les avoirs russes gelés. Sur ce sujet, les réticences sont encore nombreuses.